



CEPII

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

2019

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Rapport d'activité 2019

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	17
Documenter le cycle financier international	19
<i>Dynamique du risque souverain et des marchés d'actifs dans la zone euro.....</i>	<i>19</i>
<i>Ventes paniques d'actifs et composition du secteur financier</i>	<i>19</i>
<i>Les paradis fiscaux dans les statistiques de balance des paiements</i>	<i>20</i>
<i>Cycle du crédit et cycle électoral.....</i>	<i>21</i>
<i>Analyse sur les discordances entre les classifications de régimes de change de facto.....</i>	<i>21</i>
Déterminants et transmission des chocs.....	22
<i>Le rôle des politiques fiscales dans les déséquilibres franco-allemands</i>	<i>22</i>
<i>Ajustement macroéconomique dans les pays producteurs de matières premières.....</i>	<i>23</i>
<i>Implications macroéconomiques de l'apprentissage, information imparfaite et frictions financières dans les économies interdépendantes</i>	<i>23</i>
<i>Asymétrie de la régulation et transmission internationale</i>	<i>24</i>
<i>Transmission des variations de change aux prix au sein de la zone euro : quels impacts respectifs de la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale au niveau sectoriel ?.....</i>	<i>25</i>
<i>Appartenance à la zone euro : une approche basée sur les taux de change d'équilibre</i>	<i>26</i>
Implications du cycle financier sur l'économie réelle	27
<i>Le rôle des réallocations sectorielles dans le déclin de la productivité en Europe.....</i>	<i>27</i>
<i>Chocs financiers et investissement des entreprises : quel rôle pour la granularité ?.....</i>	<i>27</i>
<i>Actionnariat en commun au sein du secteur bancaire et décision d'implantation de filiales</i>	<i>28</i>
<i>Cycle financier et dynamique de création d'entreprises.....</i>	<i>29</i>
<i>Actifs immatériels, financement et productivité du travail.....</i>	<i>30</i>
<i>Les investissements directs étrangers des entreprises françaises face à l'incertitude.....</i>	<i>30</i>
Questions prospectives.....	31
<i>Études sur le SMI</i>	<i>31</i>
<i>Quelles conséquences de l'internationalisation du système financier chinois dans le contexte de la politique commerciale et stratégique américaine ?</i>	<i>31</i>
Bases de données.....	32
<i>Extension de la base EQCHANGE.....</i>	<i>32</i>
<i>Mesurer la pro-cyclicité des activités de crédit.....</i>	<i>33</i>
Projets hors programme.....	33
<i>Les conséquences économiques de l'incertitude : le cas du Brexit</i>	<i>33</i>
<i>La normalisation des politiques monétaires</i>	<i>34</i>
<i>Financement des entreprises de l'univers technologique et concentration</i>	<i>34</i>

SOMMAIRE

<i>L'effet des politiques fiscales sur les structures de production en économie ouverte</i>	34
<i>Concentration du marché de l'emploi, salaires et type de financement</i>	35
MIGRATIONS INTERNATIONALES	37
Appréhender les déterminants des flux migratoires	39
<i>Modélisation de l'impact des changements climatique sur les flux migratoires internationaux</i>	39
<i>Les restrictions aux mouvements de personnes dans les pays développés : mesurer les évolutions des politiques de visa et leur impact</i>	39
<i>L'impact de la crise de 2008 sur les flux d'étudiants en mobilité internationale en France</i>	40
Mesurer l'impact des migrations	40
<i>Migrations et diffusion culturelle internationales</i>	40
<i>Une approche dynamique de l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France</i>	41
<i>L'internationalisation de l'enseignement supérieur français – une approche par la diversité</i>	41
<i>L'émigration sélective après les révolutions échouées de 1848 et la montée du Parti Nazi</i>	42
Approfondir notre connaissance des interactions entre migration et mondialisation	43
<i>Migration et innovation</i>	43
<i>Emploi des travailleurs immigrés et productivité des entreprises</i>	43
<i>Diversité culturelle et compétitivité internationale</i>	44
<i>Les effets de l'immigration sur le marché du travail en France, une analyse de longue période</i>	44
<i>Exploration du lien commerce–finance (IDE)–migrations</i>	45
Contribuer à des travaux d'économie politique des migrations	45
<i>Les effets de l'immigration sur les comportements électoraux</i>	45
<i>Migrations et préférences pour la redistribution</i>	46
<i>Expliquer les biais de perception sur les immigrés avec les outils de l'analyse économique</i>	46
Analyser les impacts des politiques migratoires	47
<i>Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France</i>	47
<i>Les quotas de réfugiés en Europe : comment dépasser l'échec de la dernière vague ?</i>	47
<i>Commerce et migrations : l'impact des dispositions relatives à la mobilité des personnes dans les accords de libre-échange</i>	47
Projet hors programme de travail	48
<i>L'effet du retour des réfugiés sur les performances à l'exportation des pays issus de l'ex-Yougoslavie</i>	48

S O M M A I R E

POLITIQUES COMMERCIALES	49
Le renouveau du protectionnisme	51
<i>L'impact économique des mesures de protection commerciale adoptées par les États-Unis</i>	<i>51</i>
<i>Utilisation des mesures antidumping et impact sur les décisions d'exportation des producteurs chinois.....</i>	<i>52</i>
<i>Évaluation des impacts macroéconomiques et environnementaux de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) entre l'Union Européenne et le Canada.....</i>	<i>52</i>
<i>Brexit : intérêts offensifs et défensifs des parties</i>	<i>54</i>
<i>Fragmentation de la production et politiques commerciales</i>	<i>54</i>
Coûts au commerce	55
<i>Élasticité des exportations aux droits de douane : Le rôle de la qualité des produits</i>	<i>55</i>
<i>Impact du Statut d'Opérateur Économique Agréé et des accords de reconnaissance mutuelle de ce statut</i>	<i>56</i>
<i>Impact des mesures non tarifaires sur les flux commerciaux.....</i>	<i>56</i>
<i>Impact indirect des politiques environnementales au travers des marchés internationaux : le cas de la diminution des intrants agricoles en Union Européenne.....</i>	<i>57</i>
Méthodes d'analyse des politiques commerciales	58
<i>MIRAGE-e 1 : entretien et mise à jour.....</i>	<i>58</i>
<i>MIRAGE-e 2 : valeur ajoutée et gaz à effet de serre.....</i>	<i>58</i>
<i>Scénarios de référence en équilibre général calculable : état des lieux, bonnes pratiques et recommandations</i>	<i>59</i>
<i>Bases de données tarifaires</i>	<i>61</i>
<i>Mise à jour des projections macroéconomiques de long-terme</i>	<i>61</i>
Projets hors programme de travail	62
<i>L'impact différencié des droits unitaires sur les exportations agricoles des pays en développement.....</i>	<i>62</i>
<i>Goût pour la variété et gains à l'échange</i>	<i>63</i>
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	65
Entreprises multinationales et chaînes de valeur mondiales	67
<i>Activités des multinationales, fiscalité et revenus d'investissements directs étrangers</i>	<i>67</i>
<i>Prix des inputs et allocation du travail entre établissements au sein des entreprises</i>	<i>67</i>
<i>Règles d'origine et localisation de la production automobile après la réforme de l'ALENA</i>	<i>68</i>
Mondialisation et marché du travail	69
<i>Salaires minimum, baisse de cotisations sociales et profitabilité des entreprises ..</i>	<i>69</i>

S O M M A I R E

Compétitivité	69
<i>Impact de la composition des dépenses publiques locales sur la compétitivité des entreprises.....</i>	<i>69</i>
<i>Capital immatériel : mesure et implications pour la compétitivité.....</i>	<i>70</i>
Commerce international et spécialisation.....	70
<i>Politique environnementale, emploi et commerce.....</i>	<i>70</i>
<i>Zone euro : commerce, déséquilibres et spécialisation.....</i>	<i>71</i>
<i>La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne</i>	<i>71</i>
<i>Le commerce électronique : mesure dans la balance des paiements et dispositions spécifiques dans les accords commerciaux</i>	<i>72</i>
<i>Quelle place pour l'Inde dans l'économie mondiale ?</i>	<i>73</i>
Bases de données, profils pays et outils	74
<i>CHELEM.....</i>	<i>74</i>
<i>BACI – TUV.....</i>	<i>74</i>
<i>Profils du CEPII.....</i>	<i>74</i>
<i>Élasticités Internationales : une nouvelle base de données.....</i>	<i>75</i>
<i>L'estimation de l'équivalent ad valorem des barrières commerciales par l'équation de gravité.....</i>	<i>75</i>
Projet hors programme de travail	76
<i>L'économie turque dans la tourmente</i>	<i>76</i>
LES ANNEXES	77
1. Les publications du CEPII	79
2. Le site internet du CEPII	95
3. Les publications hors CEPII	99
4. Le CEPII dans les médias	105
5. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII	109
6. Participation à des groupes de travail et comités d'experts.....	117
7. Relations partenariales du CEPII	125

PRÉFACE

Dix ans passés après la crise des *subprimes*, l'année 2019 restait marquée par un certain nombre de questions sur les évolutions de l'économie mondiale. Le ralentissement commun aux principales régions interrogeait sur la nature et l'évolution du régime de croissance, sur fond de pessimisme assez largement répandu et de soif de sécurité souvent inassouvie. Les tensions internationales, particulièrement vives entre les États-Unis et la Chine, reflétaient des insatisfactions sur l'organisation des échanges commerciaux, mais aussi souvent sur l'assise institutionnelle des relations monétaires internationales et de l'aide au développement. L'incapacité de la communauté internationale à proposer une réponse concertée à la hauteur du défi du changement climatique suscitait une inquiétude croissante.

Ces questions sont lourdes d'enjeux pour une Union européenne soumise en outre à la nécessité de négocier les termes du Brexit et de répondre à nombre de défis internes. L'économie mondiale n'est clairement plus celle d'avant la crise financière, mais elle ne donne pas l'impression d'avoir trouvé un nouveau régime que les économistes pourraient qualifier de « stationnaire ». La crise sanitaire a depuis largement rebattu les cartes, et nous ne saurons jamais à quoi aurait mené en son absence ces tendances sous-jacentes. Leur compréhension et leur analyse approfondie n'en sont pas moins utiles, et le CEPII s'y est employé cette année encore en combinant bases de données, outils de modélisation, travaux de recherche, interventions dans les médias et organisation d'échanges et de débats. Ce rapport d'activité rend compte de la richesse de ces contributions, qui couvrent aussi bien les sujets commerciaux que macroéconomiques, financiers et migratoires. L'éclairage conjoint de ces différentes facettes est en effet une nécessité pour que l'analyse fine de questions précises puisse mener à une vision d'ensemble cohérente et féconde.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous en souhaiter une agréable lecture.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Sur fond de guerre commerciale et déstabilisation du système commercial multilatéral, de soubresauts de la négociation des conditions du Brexit, de fragilités financières dans plusieurs économies émergentes, de questionnements sur la stabilité financière, de pressions migratoires difficile à gérer dans un contexte coordonné, les enjeux d'économie internationale ont encore une fois été lourds en 2019. Cette actualité nécessite une analyse réactive, tandis que les changements profonds que traverse l'économie mondiale, en particulier depuis la crise financière globale de la fin des années 2000, appellent à mener en parallèle des travaux de fond pour faire sens de ces évolutions structurelles. Le CEPII s'est attaché à répondre à ces différents besoins, en combinant études de fond, y compris investissements méthodologique ou de données, et suivi des dossiers d'actualité.

Comme de coutume, cette activité s'est traduite par une combinaison de travaux de recherche approfondies mais pertinents au regard des problématiques actuelles, de bases de données, de publications, d'interventions, de séminaires et de conférences (44 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexe 5).

Ces travaux rencontrent un large écho, comme en témoigne par exemple l'intense fréquentation de notre site internet (plus de deux millions de pages vues et presque 300 000 visites, près de 125 000 téléchargements l'an dernier, d'après les chiffres de Google Analytics, en nette augmentation selon tous ces indicateurs). En 2019, les économistes du CEPII ont publié 34 articles de presse et réalisé 110 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 1 630 fois sur le web et dans la presse écrite (voir annexe 4).

Pour résumer l'activité de l'année écoulée, ce rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, les axes de recherche structurant une démarche cohérente inscrite dans la durée sont combinés avec des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

Macroéconomie et finance internationales

Le programme MFI examine le cycle financier international dans un contexte de transformations substantielles des échanges, leurs modalités, transformations des rapports de force entre États et secteur privé, sur fond de tensions géopolitiques. Il vise à

documenter la dynamique financière, analyser ses déterminants et la transmission des chocs, comprendre ses implications et explorer des questions prospectives de politique économique liée aux problématiques financières.

Une réalisation significative de l'équipe a été de compléter la nouvelle base de données Eqchange sur les taux de change réels d'équilibre. Nous fournissons désormais plusieurs alternatives pour mesurer l'effet Balassa-Samuelson des productivités relatives sur l'équilibre fondamental du change. Cette base s'inscrit dans le cadre du travail de long terme du CEPII sur les dynamiques de change et d'analyse des régimes de change. Une grande partie des travaux de l'équipe contribue à analyser les fragilités de la zone euro, tant du côté de l'équilibre épargne-investissement, du déclin de la productivité, que de la transmission des chocs que du côté du marché des dettes souveraines. Dans un monde marqué par des changements structurels nombreux, nos travaux explorent également de nouvelles dimensions des interactions entre le cycle financier international et l'économie réelle : concentration financière et localisation de l'activité ; effets des crises financières sur les créations d'entreprises ; effet des chocs de financement sur l'investissement des entreprises ; effet de la montée en puissance des actifs immatériels sur la productivité ; effet de l'évitement fiscal sur les échanges financiers internationaux ; effet des politiques budgétaires et fiscales sur la désynchronisation des cycles d'activité. L'un des principaux résultats qui se dégage de nos travaux est que la finance internationale constitue un élément majeur des transformations en cours du régime économique.

Migrations internationales

Les travaux du CEPII sur les migrations internationales ont suivi en 2019 cinq axes de recherche.

Le premier porte sur l'analyse des flux migratoires eux-mêmes. Un projet a été engagé à ce titre sur la modélisation de l'impact des changements climatiques sur les migrations. Des travaux ont également été menés sur l'impact des politiques de visa et de la crise de 2008 sur les migrations étudiantes.

Le second axe porte sur la mesure de l'impact des migrations. Un travail qui documente l'effet positif du retour des réfugiés sur les performances à l'exportation des pays issus de l'ex-Yougoslavie a été achevé. Les autres études menées dans ce cadre sont des projets de longue haleine qui ont progressé en 2019, se poursuivent mais n'ont pas été achevés. Elles traitent de l'impact des migrations

sur la diffusion des modèles culturels, sur les finances publiques, sur l'enseignement supérieur français et sur la vie politique allemande de l'entre-deux guerre.

Les interactions entre migrations et mondialisation constituent le troisième axe. Une première étude montre comment les inventeurs migrants participent à l'innovation dans leur pays d'accueil. Une seconde étude montre que plus la présence de travailleurs immigrés est forte, plus les entreprises sont rigoureuses dans les procédures de recrutement, ce qui a un effet positif global sur leur productivité. Une troisième documente le rôle respectif des canaux de transmission de l'emploi d'immigrés sur la compétitivité des entreprises : effet de réseau, transmission du savoir et diversité des origines. Elle conclut que cette dernière joue un rôle particulièrement important lorsque les processus de production sont complexes. Une quatrième, encore en cours, sur les effets de l'immigration sur le marché du travail en France en longue période a franchi une première étape avec la publication d'un document sur la littérature pertinente. Enfin, un travail complexe sur l'impact des migrations sur les investissements étrangers a progressé.

Le quatrième axe explore le champ de l'économie politique des migrations. Une analyse fine de l'impact des migrations sur les comportements électoraux en France documente le fait que la proportion d'immigrés a un effet positif sur les résultats de l'extrême droite et négatif sur ceux de l'extrême gauche. Une autre étude montre que les natifs affichent un soutien plus faible aux politiques de redistribution lorsque la proportion d'immigrants dans leur région de résidence est plus élevée et détaille ces résultats en fonction du degré de redistribution, des préférences politiques des natifs, de l'origine et de la qualification des migrants et de la ségrégation résidentielle. Un quatrième projet de cet axe s'intéresse à la perception des immigrés par l'opinion publique. Finalement, un dernier projet sur l'intégration des immigrés par la consommation a été ralenti en raison de problèmes méthodologiques.

Le cinquième et dernier axe porte sur les politiques publiques à l'égard des étudiants étrangers en France et sur les dispositions relatives à la mobilité des personnes dans les accords de libre-échange.

Politiques commerciales

La politique commerciale a encore été sur le devant de la scène en 2019. Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont atteint une ampleur insoupçonnée. L'organe d'appel de l'OMC

est paralysé depuis décembre 2019, la coordination internationale du système commercial est définitivement mise à mal. En Union européenne, la sortie du Royaume Uni de l'Union est désormais actée. Dans ce contexte, les pays membres se lancent dans la ratification d'un accord de libre-échange avec le Canada et s'interrogent sur l'opportunité de signer un accord avec les pays du Mercosur : un accord de libre-échange est-il une police d'assurance face à l'incertitude qui pèse sur le commerce international, ou bien un engagement commercial aux conséquences environnementales trop lourdes ?

Face à cette actualité riche et à ces interrogations de fond, l'équipe Politiques commerciales du CEPII a été fortement sollicitée. Elle a mené le travail sur deux fronts en même temps : d'une part, l'étude des formes que peut prendre le protectionnisme et ses conséquences et, d'autre part, des analyses et des interventions pour éclairer le débat public. Quatre grands axes se dégagent. Le premier concerne le suivi des négociations en cours, le Brexit mais également le CETA, avec la réalisation de l'analyse de son impact sur l'économie française et européenne ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales, pour éclairer le vote de la loi de ratification de l'accord par le Parlement français. Le deuxième axe est celui de l'analyse du lien entre les chaînes de valeurs internationales et les politiques commerciales : les liens de plus en plus étroits entre les économies modifient-ils les incitations à la protection ? Et, si une protection est mise en place, comment ses impacts sont-ils affectés par la présence des chaînes de valeur mondiales ? Le troisième axe poursuit l'exploration des formes que peut prendre le protectionnisme et leurs différents impacts : coûts au commerce, impacts indirects des mesures anti-dumping, possibilités de résilience liées à la diversification des exportations en termes de qualité. Enfin, le dernier axe est moins visible dans les publications mais indispensable : la poursuite de l'investissement dans les outils d'analyse propres au CEPII, qu'il s'agisse de la base tarifaire MAcMap ou du modèle d'équilibre général calculable MIRAGE. L'accent a été mis en 2019 sur le développement de fonctionnalités permettant de mieux analyser les questions liées aux chaînes de valeur ainsi que celles liées à l'environnement, les deux étant de plus en plus importantes dans l'évaluation des impacts des politiques commerciales. C'est sur la base de ces nouveaux développements que beaucoup des analyses de fond ont été réalisées.

Les grands thèmes de travail ayant été anticipés, les activités de l'équipe sont restées très proches de ce qui était prévu dans le

cadre du programme de travail, malgré l'actualité pressante. Le départ de deux des économistes de l'équipe a contraint à des reports de projets, mais les annulations ont été limitées autant que possible.

Analyse du commerce international

Quatre grands thèmes de recherche structurent le programme de travail de l'équipe ACI : entreprises multinationales et chaînes de valeur mondiales, mondialisation et marché du travail, compétitivité et commerce international et spécialisation. En 2019, plusieurs projets sur les entreprises multinationales ont été finalisés et ont donné lieu à publications. Un premier montre l'importance des questions fiscales aujourd'hui pour analyser les statistiques de balance des paiements et fournit une estimation pour la France des profits enregistrés dans des filiales localisés dans des pays à faible taxation ou des paradis fiscaux. Un second projet étudie l'impact de différentes dimensions du processus de mondialisation — insertion des économies dans les chaînes de valeur mondiales et rôle croissant des multinationales — sur l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Plusieurs travaux sur les situations économiques de l'Inde et de la Turquie et sur l'insertion commerciale européenne dans le cadre du Brexit ou de la zone euro ont également été réalisés.

Sur le front des bases de données, plusieurs développements importants sont à noter cette année. À destination de la communauté scientifique, nous avons développé et mis en ligne une nouvelle base de données sur les élasticités du commerce, paramètres cruciaux dans les évaluations quantitatives des conséquences des politiques commerciales. La base de données BACI a été mise en libre accès et pourra également être accessible *via* DBnomics. Par ailleurs, la version améliorée des Profils Pays du CEPII mise en ligne cette année permet de valoriser l'ensemble des bases de données CEPII au travers d'indicateurs et de graphiques à destination du grand public.



Les programmes scientifiques

Programme



■ Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

DOCUMENTER LE CYCLE FINANCIER INTERNATIONAL

Dynamique du risque souverain et des marchés d'actifs dans la zone euro

Erica Perego

Plusieurs études ont examiné le risque souverain et la crise de la dette souveraine. Une attention particulière a été consacrée aux risques de contagion, à la transmission au secteur bancaire et la nécessité de politiques de stabilisation. La littérature a toutefois négligé l'impact du risque souverain sur les marchés des actions. C'est une question importante pour les investisseurs et les décideurs politiques car comprendre l'évolution des marchés des actifs dans son ensemble contribue à éclairer les décisions politiques et d'investissements.

Ce projet étudie le comportement des co-mouvements du marché des actifs de la zone euro au cours de la période 2010-2014, à travers un modèle DSGE. L'économie est caractérisée par deux catégories de pays le noyau et la périphérie, un secteur bancaire international, des marchés boursiers internationaux, un biais domestique à la propriété des obligations souveraines et un défaut souverain. La périphérie est secourue par un choc de risque souverain, dont le processus est estimé à partir des données. Le modèle est capable d'expliquer la divergence des corrélations cœur-périphérie entre les rendements des actions et des obligations souveraines comme ils se sont produits pendant la crise de la dette souveraine. Un tel modèle permet de comprendre pleinement l'impact du risque souverain sur les marchés des actions et donne aux décideurs de meilleures bases pour mener des actions politiques face à une crise souveraine, tout en connaissant les répercussions de leurs décisions sur le reste des marchés financiers.

Ventes paniques d'actifs et composition du secteur financier

Axelle Arquié

Ce projet modélise la vente panique d'actifs (*fire sales*) par les institutions financières en cas de crise de liquidité. L'article s'attache à montrer que ce problème est intrinsèquement lié à la composition du secteur financier, et à l'horizon d'épargne des

RÉFÉRENCE(S)

"Sovereign Risk and Asset Market Dynamic in the Euro Area",
E. Perego,
CEPII Working Paper,
n° 2018-18, novembre.

ménages. Lorsque la taille des institutions financées par dépôts (épargne liquide) est grande comparée à la taille des institutions financées par une épargne de plus long terme et donc moins liquide, une vente panique d'actifs est davantage susceptible de survenir et présente des conséquences plus importantes.

Ce travail permet d'analyser les effets des ratios de liquidités prévus par Bâle III. Une régulation portant uniquement sur les banques n'est pas suffisante pour traiter le problème des *fire sales* : il convient également d'orienter l'épargne des ménages vers les institutions leur offrant des contrats illiquides.

Cet article a été entièrement réécrit afin d'en faire un document de travail CEPIL, prêt pour parution en 2020.

Les paradis fiscaux dans les statistiques de balance des paiements

Anne-Laure Delatte, Vincent Vicard, en collaboration avec Amélie Guillin (UPEC)

L'évitement fiscale génère des investissements internationaux au-delà des facteurs habituels tels que la taille du pays et la distance et affecte considérablement l'allocation des investissements internationaux. On observe qu'entre 4 et 5 dollars sur 10 d'actifs mondiaux étaient gérés par l'intermédiaire d'un paradis fiscal en 2017. En conséquence, ces juridictions détiennent des stocks d'actifs très importants par rapport à la taille de leur pays : en moyenne, les stocks d'IDE et les investissements de portefeuille représentent respectivement 2 400 et 1 000 % du PIB dans les paradis fiscaux, contre 44 et 22 % du PIB dans les autres pays. Alors que cette disproportion a déjà été documenté par des travaux académiques pour les stocks d'IDE, cela a été négligée pour les stocks de portefeuille. Une des principales contributions de ce document est de montrer que l'évasion fiscale fausse la géographie de la finance mondiale dans toutes les catégories d'actifs, de dettes et de capitaux propres autant que les stocks d'IDE et de quantifier cette distorsion. Nous estimons qu'environ 40 % des actifs globaux sont des stocks anormaux, qu'ils sont concentrés dans quelques juridictions seulement, et que cette proportion a augmenté au cours de la dernière décennie.

Le document de travail est en cours de rédaction.

Cycle du crédit et cycle électoral

Anne-Laure Delatte, Noémie Pinardon-Touati, en collaboration avec Adrien Matray (Princeton University)

Il existe en France un mécanisme d'échange de faveurs entre élus locaux et banques qui permet à un élu en difficulté de stimuler l'économie locale pour augmenter ses chances d'être réélu. C'est ce que nous avons mis au jour grâce à l'accès inédit à des données statistiques bancaires françaises, récemment mises à notre disposition par la Banque de France.

Analyse sur les discordances entre les classifications de régimes de change *de facto*

Carl Grekou, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris Nanterre)

La littérature sur les effets associés aux régimes de change est marquée par un manque de robustesse des études empiriques. Cette incapacité à identifier des relations robustes entre régimes de change et performances macroéconomiques s'explique par : (i) un cadre/une approche méthodologique inadéquat(e) et (ii) le faible taux de concordance entre les différentes classifications de régimes de change *de facto* (i.e. régimes effectivement mis en place). Ce faible taux de concordance entre les différentes classifications a donné naissance à ce que l'on appelle "les mirages des régimes de change", image traduisant l'incapacité de dire avec certitude le régime de change effectivement suivi par un bon nombre d'économies.

Pour expliquer les discordances entre les deux classifications de change les plus importantes, nous identifions un certain nombre de facteurs qui pourraient expliquer ces divergences entre les classifications. Parmi ces facteurs, nous montrons qu'environ 40 % des observations communes entre les deux classifications ne sont pas directement comparables car classifiées de façon *ad hoc* — hors algorithme de classification. Dans une seconde étape, nous identifions les raisons de ces désaccords et proposons une classification de synthèse qui a pour but définir la catégorie de régime de change une fois les cadres unifiés. En nous basant sur cette classification de synthèse, nous revisitons le lien entre probabilité de change et régime de change. Tandis que les classifications initiales s'opposent une fois de plus sur le lien régime de change–crise de change, la classification de synthèse met assez clairement en avant que les

régimes de change les plus flexibles sont plus sujets à des crises. Le travail sera finalisé en 2020.

DÉTERMINANTS ET TRANSMISSION DES CHOCS

Le rôle des politiques fiscales dans les déséquilibres franco-allemands

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (UCLA)

Alors que les excédents courants allemands ne cessent de croître depuis le début des années 2000, la France connaît une trajectoire divergente avec des déficits commerciaux persistants. Ce projet étudie le rôle des politiques fiscales dans cette divergence. L'Allemagne aurait en particulier mené des politiques fiscales — par exemple des hausses de la TVA — qui ont pu concourir à comprimer la demande, notamment pour les produits de ses partenaires européens, mais aussi de solidifier sa compétitivité. Inversement, les politiques plus expansionnistes menées notamment en France dans les années 2000 ont pu avoir comme effet de relancer la demande de ses partenaires européens, mais aussi de dégrader sa compétitivité. L'objectif de ce projet sur deux ans, initié en 2019, est de mesurer les conséquences de ces politiques fiscales divergentes sur les déterminants du compte courant et sur le solde commercial.

Dans un premier temps, nous avons élaboré une base de données sur les chocs fiscaux en Allemagne depuis 1970 en différenciant par type d'impôts. Nous montrons notamment que l'Allemagne a choisi depuis le début des années 2000 d'augmenter les impôts sur les ménages, notamment *via* les impôts indirects, et de baisser les impôts sur les entreprises. L'élaboration de cette base de données nous permet d'établir l'effet multiplicateur des différentes taxes. Nous pouvons ainsi calculer l'effet de ces politiques fiscales sur la compression de la demande interne, et plus généralement sur l'épargne, l'investissement et le solde commercial.

Parallèlement, nous avons travaillé sur l'élaboration d'une base de données sur les principaux changements fiscaux intervenus en France depuis 1945. L'objectif est de compléter le travail réalisé sur l'Allemagne en étudiant l'impact de la politique fiscale menée en France sur les déterminants du compte courant français. Nous souhaitons également étudier les interactions entre les politiques menées dans ces deux pays, en particulier les effets des politiques fiscales nationales sur le solde extérieur de son voisin. L'intérêt est d'éclairer le débat sur les politiques de compétitivité et d'apporter des préconisations de politique économique, notamment sur les taxes ayant le plus d'effets sur l'activité et la compétitivité.

Une produit d'étape de ce travail a été présenté à la conférence annuelle du réseau EconPol en novembre 2019.

Ajustement macroéconomique dans les pays producteurs de matières premières

Erica Perego, en collaboration avec Vincent Bodart (UC Louvain)

La volatilité macroéconomique est une préoccupation fondamentale pour les pays en développement, en particulier pour les exportateurs de matières premières. Dans ce projet, nous examinons l'ajustement macroéconomique des petites économies ouvertes qui produisent une marchandise stockable en fonction de l'évolution du taux d'intérêt étranger. Lorsqu'un produit est stockable, un choc sur les marchés financiers internationaux a non seulement un impact sur le canal des taux d'intérêt, mais également sur le prix du produit. Dans ce contexte, la financiarisation des matières premières fonctionne comme un accélérateur financier qui amplifie la dynamique de l'économie après le choc.

Pour étudier ce mécanisme, nous avons construit un modèle pour une petite économie ouverte à faible revenu et productrice de matières premières. Nous étendons la littérature précédente en incluant une condition d'arbitrage des marchés internationaux des matières premières pour endogénéiser le canal des prix des matières premières et étudier son interaction avec la transmission de taux d'intérêt plus connue.

Ce mécanisme rend les pays exportateurs de matières premières plus vulnérables aux perturbations monétaires internationales que d'autres petites économies ouvertes. En particulier, en raison de l'existence du canal des prix des matières premières, même les petites économies ouvertes exportatrices de matières premières qui sont déconnectées de marchés financiers internationaux peuvent être affectés par les chocs financiers internationaux.

Ce projet sur deux ans devrait être finalisé en 2020.

Implications macroéconomiques de l'apprentissage, information imparfaite et frictions financières dans les économies interdépendantes

Erica Perego, en collaboration avec Eleni Iliopoulos (Université Paris-Saclay), Thepthida Sopraseuth (Université Cergy-Ponthoise)

L'explication de la transmission internationale des chocs est l'un des plus grands défis des macroéconomistes depuis les années 1990.

RÉFÉRENCE(S)

"International Business Cycles: Information Matters",
E. Iliopoulos, E. Perego,
T. Sopraseuth,
CEPII Working Paper,
n° 2019-03, février.

En effet, les modèles macroéconomiques classiques ont encore du mal à reproduire plusieurs faits stylisés tels que la synchronisation des outputs entre pays, une corrélation internationale relativement faible des niveaux de consommation et une dérogation à la condition de parité d'intérêt non couverte, qui élimine tout arbitrage entre taux d'intérêts. Cela pose un défi car les décisions politiques actuelles sont prises sur des modèles qui ne décrivent pas complètement les relations économiques entre les pays.

Dans ce projet, nous étudions la transmission internationale des chocs sous hypothèse d'information imparfaite. Pour cela, nous considérons un modèle à deux pays avec frictions financières, rigidités nominales et biais d'information domestique. Nous montrons que plus le biais d'information domestique est prononcé, moins les agents suivent la transmission internationale des chocs et l'effet des *spillovers*, comme ce serait le cas sous des anticipations rationnelles. Le modèle fait correspondre la synchronisation de la consommation avec un faible cycle économique, tout en générant un co-mouvement d'output positif comme dans les données. Ce faisant, il donne une explication de l'anomalie de co-mouvement consommation-output, d'une façon cohérente avec le constat des écarts à la parité des intérêts non couverts. Cette analyse contribue à la compréhension du rôle des frictions d'information dans la dynamique agrégée.

Asymétrie de la régulation et transmission internationale

Erica Perego, Fabien Tripier, en collaboration avec Olivier Pierrard (Central Bank Luxembourg)

Dans un monde où les économies développées sont fortement connectées *via* des liens financiers, la réglementation des intermédiaires financiers devient importante pour la transmission internationale des chocs. Ce projet vise à étudier le rôle de la régulation financière asymétrique dans la transmission des chocs entre l'UE et les États-Unis, par rapport à différents degrés d'intégration bancaire.

Le modèle à deux pays que nous construisons est basé sur Kollmann (JMCB, 2013), qui estime un modèle à deux pays UE-États-Unis avec une banque mondiale (intégration complète) représentant le secteur financier. Nous spécifions en détail les secteurs bancaires nationaux et le marché interbancaire entre l'UE et les États-Unis. Nous estimons le degré d'intégration entre les deux secteurs bancaires et étudions le degré d'intégration optimal face aux chocs de (dé-) régulation (réglementation plus stricte de l'UE ou dérégulation américaine à partir de Trump). Ce projet,

prévu sur deux ans, devrait donc permettre de mieux comprendre les effets de la (de)régulation financière sur nos économies et les réponses politiques optimales.

Transmission des variations de change aux prix au sein de la zone euro : quels impacts respectifs de la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale au niveau sectoriel ?

Valérie Mignon, en collaboration avec Antonia Lopez-Villavicencio (Université Paris-Nanterre)

Ce travail prolonge une précédente étude des auteurs sur l'impact de l'intégration commerciale sur la transmission des variations de change aux prix à l'importation (*exchange rate pass-through*, ERPT) au sein de la zone euro. Cette étude antérieure mettait en évidence l'absence de lien positif entre intégration commerciale et ERPT et tendait même à montrer qu'une partie du déclin de l'ERPT était le résultat d'une intégration accrue.

La présente étude approfondit ce travail en étudiant les causes de l'absence d'effet de l'intégration sur l'ERPT observée au niveau agrégé. À cette fin, l'analyse menée se situe à un niveau désagrégé, c'est-à-dire sectoriel, ce qui permet d'appréhender une éventuelle hétérogénéité selon le type de biens considérés. Nous accordons en outre une attention particulière au cas de la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), en analysant si l'émergence de ces nouveaux partenaires commerciaux en tant qu'offreurs réduit l'ERPT aux prix à l'importation dans les pays de la zone euro.

En utilisant des données bilatérales sur les prix à l'importation au niveau sectoriel à deux chiffres, nous trouvons que (i) la transmission est complète dans de nombreux cas, (ii) l'ERPT de la Chine est plus élevé que celui des États-Unis, et (iii) il n'existe pas de lien généralisé entre l'ERPT et l'intégration croissante de certains marchés émergents dans les importations européennes. Nous montrons également que l'adoption de la monnaie unique n'a pas provoqué de modification importante dans la partie du commerce exposée aux fluctuations des taux de change et n'a donc pas affecté l'ERPT.

Dans l'ensemble, la tendance à la libéralisation sur les marchés des nouveaux acteurs n'a pas modifié l'environnement concurrentiel de manière à inciter les exportateurs d'autres pays à absorber les dépréciations des taux de change. Globalement, nos résultats montrent que l'ERPT aux prix à l'importation est généralement significatif, ce qui implique que les variations du taux de change exercent toujours

RÉFÉRENCE(S)

"Heterogeneity within the Euro Area: New Insights into an Old Story",
V. Coudert, C. Couharde,
C. Grekou, V. Mignon,
CEPII Working Paper,
n° 2019-05, mars.

"The Euro Area: Are Member Countries Similar Enough to Share the Same Currency?",
V. Coudert, C. Couharde,
C. Grekou, V. Mignon,
econbrowser.com,
14 avril 2019.

"Heterogeneity within the Euro Area: New Insights into an Old Story",
V. Coudert, C. Couharde,
C. Grekou, V. Mignon,
à paraître dans *Economic Modelling*.

une pression importante sur les prix intérieurs, même après avoir tenu compte des effets de la mondialisation. En outre, les réactions des prix à l'importation aux variations des taux de change varient selon les pays et les secteurs, une caractéristique qui doit être prise en compte pour la conduite de la politique monétaire unique.

Appartenance à la zone euro : une approche basée sur les taux de change d'équilibre

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France), Cécile Couharde (Université Paris Nanterre)

Cette étude s'inscrit dans le prolongement des travaux des auteurs dans le domaine des taux de change d'équilibre et concerne l'analyse de la soutenabilité d'une union monétaire. Nous dépassons les limites usuellement attribuées à la littérature empirique sur la théorie des zones monétaires optimales en proposant une approche originale basée sur l'évaluation des trajectoires optimales de taux de change des États membres.

Étant donné qu'un pays entrant dans une zone monétaire unique renonce à son propre taux de change, sa trajectoire de taux de change d'équilibre doit être conforme à celle des autres États membres afin d'éviter des déséquilibres internes et externes insoutenables qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la zone. Nous nous appuyons ainsi sur ces trajectoires de taux de change d'équilibre pour évaluer les similitudes/dissimilitudes des pays de la zone euro.

À l'aide d'analyses en grappes et factorielles appliquées au projet de zone euro de 1980 à 1998, nous identifions deux groupes d'économies et deux pays "aberrants". D'une part, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas forment le groupe le plus homogène ; d'autre part, deux paires de pays, à savoir Autriche-Finlande et Espagne-Italie, constituent un deuxième groupe. Le Portugal et la Grèce sont les pays présentant des trajectoires de taux de change d'équilibre très différentes ; la Grèce faisant même office de point aberrant en raison de ses faiblesses structurelles concernant le financement de son économie. En prolongeant la période d'étude au-delà de 1998, nous mettons en évidence une augmentation des disparités entre et au sein des groupes de pays au cours du temps.

Dans l'ensemble, nos résultats illustrent l'accumulation de déséquilibres macroéconomiques au sein de la zone euro avant la crise de 2008 et la fragmentation entre ses pays membres qui a suivi. D'importantes réformes en matière de gouvernance de l'euro sont ainsi

encore nécessaires pour garantir l'optimalité de la monnaie unique. Il convient en particulier de relancer le processus de rattrapage dans les pays du Sud, par exemple en canalisant davantage de fonds de l'UE vers le développement d'industries spécifiques, afin de maintenir la cohésion sociale à l'intérieur de la zone.

IMPLICATIONS DU CYCLE FINANCIER SUR L'ÉCONOMIE RÉELLE

Le rôle des réallocations sectorielles dans le déclin de la productivité en Europe

Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier

La création de la zone euro en 1999 devait contribuer à une convergence accrue en Europe. La divergence s'est au contraire accentuée, comme en témoigne la faible croissance de la productivité dans la "périphérie" de la zone euro par rapport à celle des pays du centre. À partir d'une base de données pour 33 secteurs et 14 pays européens sur la période 1995-2015, ce projet a analysé le rôle des réallocations sectorielles dans l'explication de la divergence de la productivité en Europe. Nous avons évalué la contribution de la croissance de la productivité de chaque secteur d'activité à celle de la Productivité Globale des Facteurs (PGF) au niveau national, en montrant que les variations de taille relative des secteurs ont été à l'origine de pertes de productivité dans la plupart des pays européens : les secteurs les moins productifs croissent davantage que les plus productifs. En parallèle de cette divergence, les dynamiques des prix immobiliers entre les pays européens ont également été hétérogènes, avec pour certains, la formation de bulles substantielles suivies de contractions massives. Dans ce contexte, nous avons étudié le rôle des chocs de prix immobiliers comme source potentielle des réallocations sectorielles, au travers d'un mécanisme de collatéral. Nos résultats soulignent que le cycle immobilier est un déterminant important des divergences de productivité entre pays européens.

Chocs financiers et investissement des entreprises : quel rôle pour la granularité ?

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Jean Imbs (PSE-École d'économie de Paris), Lise Patureau (PSL-Université Paris-Dauphine)

Une caractéristique commune à la plupart des économies avancées est la prépondérance des grands acteurs dans les évolutions de la production et de ses composantes, au premier rang

RÉFÉRENCE(S)

- "Sectoral Reallocations, Real Estate Shocks, and Productivity Divergence in Europe", T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier, *CEPII Working Paper*, n° 2019-09, septembre.
- "Sectoral Reallocations, Real Estate Shocks and Productivity Divergence in Europe: A Tale of Three Countries", T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier, *CEPII Policy Brief*, n° 27, mai 2019.
- "Booms immobiliers, réallocations sectorielles et ralentissement des gains de productivité en Europe", T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier, *La Lettre du CEPII*, n° 402, septembre 2019.
- "Sectoral Reallocations, Real Estate Shocks and Productivity Divergence in Europe: a Tale of Three Countries", T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier, *EconPol Europe*, n° 15, juin 2019.

desquels les exportations et l'investissement. Ceci implique que les chocs, notamment financiers, spécifiques à ces grandes entreprises auront des conséquences substantielles sur les dynamiques macroéconomiques. Ce projet explore les conséquences de ce phénomène sur la transmission des chocs financiers, et plus généralement de politique monétaire, à l'investissement des entreprises.

Plusieurs cadres analytiques prédisent en effet que le niveau d'actifs matériels détenu par les entreprises joue un rôle d'amplificateur des chocs financiers. Nous évaluons empiriquement l'hétérogénéité de ce mécanisme en fonction de la taille des entreprises, en utilisant la valeur des actifs immobiliers comme variable proxy du collatéral des entreprises, au moyen d'une base de données combinant l'information comptable par entreprise contenue dans les bases FICUS/FARE/DADS et la base notariale de prix immobiliers au niveau local.

Au-delà d'une compréhension plus fine des phénomènes macroéconomiques, cette analyse soulève des questions de politique économique importantes. Si la distribution de taille des entreprises varie d'un pays à l'autre, le même choc financier aura des implications agrégées différentes. Nous envisageons d'évaluer cette question pour la zone euro. En nous appuyant sur les informations de la base de données CompNet, nous projetons d'estimer les distributions des tailles de firmes par pays. Combinés avec nos résultats précédents, cela nous permettra de réaliser un exercice comparatif d'évaluation du mécanisme d'accélérateur financier dans les différents pays de la zone euro. Le résultat selon lequel le mécanisme d'accélérateur financier diffère selon les pays (du fait de l'hétérogénéité dans la distribution des entreprises) soulèverait alors des questions non triviales pour la transmission de la politique monétaire de la BCE.

À ce stade, le résultat principal attendu est bien présent : l'investissement des grandes firmes réagit moins, toutes choses égales par ailleurs, à une variation des prix immobiliers. Nous sommes en train d'en tester la robustesse selon diverses modalités, et avons commencé à préparer l'analyse comparative internationale sur données Compnet. Ce projet, prévu sur deux ans, devrait aboutir en 2020.

Actionnariat en commun au sein du secteur bancaire et décision d'implantation de filiales

Axelle Arquié, Thomas Renault

La montée en puissance d'investisseurs institutionnels est intrinsèquement liée à la question de l'actionnariat en commun ("common

ownership"), c'est-à-dire au fait que plusieurs actionnaires détiennent simultanément une part du capital d'entreprises en concurrence sur un même marché. Les investisseurs institutionnels ayant souvent une stratégie de diversification au sein d'un même secteur, il est en effet naturel qu'ils investissent dans des entreprises concurrentes dans une logique de diversification du risque. Cependant, des effets anti-concurrentiels peuvent émerger si les managers des entreprises prennent en compte les intérêts croisés de leurs actionnaires dans les entreprises concurrentes. Les incitations à entrer en concurrence sont ainsi moins fortes en théorie en présence d'actionnariat en commun avec un concurrent.

Ce projet s'attache à documenter le phénomène dans le secteur bancaire au niveau mondial puis à étudier le lien avec une dimension donnée de la concurrence, l'entrée et la sortie d'un pays, mesurées par la création de filiales. Il n'existait pas de base de données sur la création de filiales à l'étranger par les banques. Une dimension importante du projet consiste à construire une telle base de données à partir des rapports financiers des banques. Il s'agit ensuite de l'exploiter afin d'étudier si l'appartenance à un même réseau d'actionnaires qu'une banque déjà implantée dans un pays dissuade d'y ouvrir une filiale.

Cycle financier et dynamique de création d'entreprises

Fabien Tripier, en collaboration avec Thomas Brand (CEPREMAP), Marlène Isoré (Université Paris-Saclay)

Les crises financières sont bien connues pour se transmettre à l'économie réelle par les taux d'intérêt, l'offre et la demande sur les marchés financiers, et *in fine* l'investissement, la consommation et la production. L'objectif du projet était d'examiner leurs conséquences sur la création d'entreprises, notamment dans le contexte de la dernière crise financière, à partir de l'estimation d'un modèle de cycle économique tenant compte des contraintes financières auxquelles font face les créateurs d'entreprise. En effet, il est frappant de constater que la création d'entreprise a fortement chuté lors de la grande récession de 2008-2009, tant en France qu'aux États-Unis, et a ensuite mis plusieurs années avant de retrouver le dynamisme qui prévalait avant la crise. Les résultats montrent qu'une grande part de la chute de la création d'entreprise observée lors de cette crise s'explique par les difficultés d'accès au crédit mais également par la faible activité économique diminuant les bénéfices attendus de la création d'entreprise.

RÉFÉRENCE(S)

"Uncertainty Shocks and Firm Creation: Search and Monitoring in the Credit Market",
T. Brand, M. Isoré, F. Tripier,
Journal of Economic Dynamics and Control,
vol. 99, p.1-53, 2019.

"La création d'entreprises dix ans après la Grande récession : une perspective macroéconomique",
M. Isoré, F. Tripier,
La Lettre du CEPII,
n° 401, juillet 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Économie immatérielle, productivité et développement financier",
A. Arquié,
La Lettre du CEPII,
n° 405, janvier 2020.

Actifs immatériels, financement et productivité du travail

Axelle Arquié, en collaboration avec Lilas Demmou (Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie), Irina Stefanescu (Board of Governors of the Federal Reserve System)

Ce projet étudie le rôle joué par les actifs immatériels au sein de la relation entre productivité et finance. L'article montre que les seuls secteurs bénéficiant encore d'un effet positif du développement financier sont les secteurs présentant à la fois une forte dépendance externe pour leur financement et une forte intensité en actifs immatériels. L'intensité en immatériels est ainsi une dimension sectorielle cruciale à considérer afin d'évaluer ex ante l'impact qu'une politique de développement financier. Une recommandation politique émane ainsi de ce travail : la poursuite du développement financier dans les pays développés, pour avoir un impact sur la productivité, doit s'attacher à fournir des types de financement accessibles aux entreprises ayant relativement moins de capital physique car leur activité repose plutôt sur les actifs immatériels. Ces derniers sont à la fois relativement plus contraints et davantage susceptibles d'innover et donc des réaliser des gains de productivité.

RÉFÉRENCE(S)

"Cross-border Investments and Uncertainty Firm-level Evidence",
R. Cezar, T. Gigout, F. Tripier,
CEPII Working Paper,
n° 2020-03, mars.
À paraître dans *Journal of International Money and Finance*,
2020.

Les investissements directs étrangers des entreprises françaises face à l'incertitude

*Fabien Tripier, en collaboration avec Rafael Cézard (Banque de France),
Timothée Gigout Magiorani (Banque de France)*

Après plusieurs décennies d'expansion, les investissements directs étrangers (IDE) se sont fortement contractés depuis la crise de 2008-09 dans un contexte marqué de fortes incertitudes. L'objectif du projet était d'évaluer les conséquences de l'incertitude des rendements des IDE sur le comportement des entreprises françaises. Pour ce faire, une mesure originale de l'incertitude des rendements des IDE des entreprises françaises depuis 2000 a été construite en étroite collaboration avec les services de la Balance des Paiements de la Banque de France. L'analyse économétrique des effets de l'incertitude sur le comportement des IDE des entreprises françaises a montré qu'un choc d'incertitude engendrait une baisse importante du taux de croissance annuel des IDE, de l'ordre d'un point de taux de croissance pour une croissance moyenne de 3 % par an. Cet effet est plus important si l'on tient compte des performances des entreprises. Les entreprises qui ont

connu des faibles rentabilités des IDE se révèlent plus fortement et durablement impactées.

QUESTIONS PROSPECTIVES

Études sur le SMI

Michel Aglietta, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France)

Le *Policy Brief* examine la manière dont les positions des principales devises ont évolué dans le cadre du SMI. La monnaie clé implique une position d'hégémonie de l'émetteur par rapport aux autres monnaies convertibles, ce qui est favorable si elle mène des politiques économiques propices à la stabilité financière internationale. Ce privilège exorbitant devient disfonctionnel au fur et à mesure que la position dominante des États-Unis se réduit. En outre, une attitude mercantiliste et protectionniste est incompatible avec le statut de monnaie clé et comporte de sérieux risques de repli des échanges internationaux.

Quelles conséquences de l'internationalisation du système financier chinois dans le contexte de la politique commerciale et stratégique américaine ?

Michel Aglietta, en collaboration avec Camille Macaire (CERDI Université Clermont Auvergne CNRS)

L'internationalisation du renminbi s'inscrit dans le cadre du nouveau programme de réformes économiques, dont l'objectif est triple : s'aligner sur l'autonomie de la Chine en matière de politique économique, favoriser l'intégration asiatique et protéger le multilatéralisme mondial contre la montée des forces protectionnistes en prônant un système de paiement multilatéral basé sur le DTS.

Le processus d'internationalisation des monnaies est lié à la modernisation des marchés de capitaux nationaux.

Nous étudions comment la Chine construit le marché obligataire vaste, profond et résistant nécessaire pour attirer les investisseurs étrangers. Le statut de monnaie convertible, déjà atteint par le renminbi, associé à la réforme de l'immense marché obligataire intérieur, est compatible avec l'initiative "Belt and Road", qui mobilisera des exportations massives de capitaux sous forme de prêts à long terme.

RÉFÉRENCE(S)

"Setting the Stage for RMB Internationalization – Liberalizing the Capital Account and Strengthening the Domestic Bond Market",
M. Aglietta, C. Macaire,
CEPII Policy Brief,
n° 28, juin 2019.

"De la devise clé au multilatéralisme : quel rôle pour la Chine dans le Système Monétaire International ?",
M. Aglietta, C. Macaire,
La Lettre du CEPII,
n° 404, novembre 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Measuring the Balassa-Samuelson Effect: A Guidance Note on the RPROD Database", C. Couharde, A.-L. Delatte, C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier, *CEPII Working Paper*, n° 2019-11, octobre.

"Measuring the Balassa-Samuelson Effect: A Guidance Note on the RPROD Database", C. Couharde, A.-L. Delatte, C. Grekou, V. Mignon, F. Morvillier, à paraître dans *International Economics*.

BASES DE DONNÉES

Extension de la base EQCHANGE

Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris Nanterre), Florian Morvillier (EconomiX-Université Paris Nanterre)

La base EQCHANGE développée par le CEPII propose des estimations de taux de change d'équilibre basées sur les fondamentaux économiques habituellement retenus dans la littérature, dont une mesure de productivité relative visant à tenir compte de l'effet Balassa-Samuelson. Si la version originelle du modèle de Balassa Samuelson repose sur la productivité totale des facteurs, cette dernière ne peut être mesurée directement et est difficile à estimer. Pour cette raison, diverses approximations ont été proposées dans la littérature. La mesure de productivité relative initialement disponible au sein de la base EQCHANGE est définie par le ratio entre le PIB réel par tête (en parité de pouvoir d'achat) d'un pays et la moyenne pondérée des PIB réels par tête de l'ensemble de ses partenaires commerciaux. L'avantage d'une telle mesure est qu'elle repose sur des données qui sont disponibles pour l'ensemble des pays considérés.

Afin d'étudier la sensibilité des taux de change d'équilibre et des mésalignements correspondants à la mesure de productivité, la nouvelle base RPROD développée dans le présent travail incorpore d'autres proxys de l'effet Balassa-Samuelson au sein de la base EQCHANGE. Ainsi, outre le PIB par tête, RPROD fournit les indicateurs suivants calculés pour chaque pays inclus dans la base de données et par rapport à ses principaux partenaires commerciaux : (i) productivité du travail, (ii) rapport des prix à la consommation aux prix à la production, (iii) déflateur de la valeur ajoutée basée sur trois secteurs et (iv) déflateur de la valeur ajoutée basée sur six secteurs. La mise à disposition de ces différentes mesures permet de contribuer aux recherches sur l'effet Balassa-Samuelson et de procéder à des comparaisons des estimations de taux de change réels d'équilibre et des mésalignements correspondants entre les indicateurs.

En mettant à disposition différentes mesures de productivité, ces divers ajouts ont permis d'enrichir la base EQCHANGE et d'accroître ainsi sa visibilité afin d'asseoir sa place de base de référence dans le domaine des taux de change.

Mesurer la pro-cyclicité des activités de crédit

Anne-Laure Delatte, en collaboration avec Vincent Bouvatier (Université Paris-Est Créteil)

La croissance de crédit a largement accéléré depuis la fin de Bretton Woods quand a commencé la phase de "financiarisation" du capitalisme. À quoi ressemble cette financiarisation sur longue période ? Peut-on observer un rattrapage entre les pays ? Le cycle financier est-il plus ou moins ample sur la période ? Les cycles propres à chaque pays sont-ils plus ou moins synchronisés ? La financiarisation a-t-elle tenu toutes ses promesses ?

Nous avons rassemblé les données de crédit pour plus de 150 pays sur une période couvrant jusqu'à 50 ans. Après un travail méticuleux d'homogénéisation de ces données, nous avons calculé le cycle du crédit pour chaque pays, c'est-à-dire la composante variant dans le temps de la distance à sa tendance de long terme. Nous avons utilisé plusieurs méthodes pour comparer les cycles.

Cette base de données unique à notre connaissance nous permet de documenter les tendances et les dynamiques dans le temps long. Nos résultats préliminaires indiquent que 1) les cycles financiers sont devenus de plus en plus amples sur la période et 2) les cycles des différents pays n'ont pas eu tendance à se synchroniser sur la période ; 3) mais pour les pays synchrones, l'amplitude a eu tendance à augmenter.

Nous avons fini la première partie consistant à exploiter la base pour dégager des faits stylisés ; nous entamons la seconde partie consistant à analyser ces faits stylisés en essayant de dégager des mécanismes systématiques dans un cadre économétrique.

PROJETS HORS PROGRAMME

Les conséquences économiques de l'incertitude : le cas du Brexit

Fabien Tripier

Dans le cadre des recherches sur les conséquences économiques de l'incertitude au CEPII, un chapitre de synthèse a été publié dans un ouvrage collectif et une application de ces recherches au cas du Brexit a été réalisée. L'incertitude créée par le Brexit aurait coûté un demi-point de croissance économique annuelle depuis 2016 à

RÉFÉRENCE(S)

"Uncertainty Fluctuations: Measures, Effects and Macroeconomic Policy Challenges",
L. Ferrara, S. Lhuissier, F. Tripier,
in *International Macroeconomics in the wake of the Global Financial Crisis*,
Springer, 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Après dix ans de politique monétaire non conventionnelle, un retour à la normale est-il possible ?",
J. Coupey-Soubeyran, F. Tripier, dans *L'économie mondiale 2020*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2019, chap. VI.

l'économie anglaise. Ces résultats ont été diffusés dans le réseau Econpol et dans différents médias.

La normalisation des politiques monétaires

Fabien Tripier

Dans le cadre du suivi des politiques monétaires aux États-Unis et en Europe, une réunion du *Club du CEPII* a été organisée sur ce thème particulièrement riche en actualité au cours de l'année 2019 qui a donné ensuite à la rédaction d'un chapitre pour *l'Économie Mondiale 2020* et à diverses communications.

Financement des entreprises de l'univers technologique et concentration

Laurence Nayman

Ce projet analyse la concentration du financement pour mieux comprendre l'évolution de la concentration des entreprises. L'exercice porte essentiellement sur les États-Unis et sur l'Europe. Deux grandes catégories de fonds privés sont distinguées : les fonds de capital-risque (y compris les fonds des entreprises) et les fonds d'investissement diversifiés (essentiellement fonds d'investissement à effet de levier) en plus des fonds de dette privée et des fonds immobiliers.

En tout, les actifs sous gestion, constitués de liquidités, de parts investies dans les entreprises et de prêts privés représenteraient en cumulé au 1^{er} trimestre 2019 sur huit années pleines 6,5 trillions de dollars dans le monde. Le capital conservé sous forme d'actifs liquides par les entreprises de gestion d'actifs en constitue environ un tiers, soit 2,4 trillions de dollars, révélant un excès de liquidités par rapport au capital investi ou prêté. Cet excès pose la question, en cours d'investigation, de savoir s'il présage de perspectives d'investissement positives, si la taille des entreprises prospectées augmente, ou bien si cela reflète un surinvestissement qui se traduirait par la baisse des taux de rendement du capital.

L'effet des politiques fiscales sur les structures de production en économie ouverte

Axelle Arquié, Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (UCLA)

L'objectif de ce projet est de contribuer au débat sur l'effet des relances fiscales en économie ouverte en mettant en lumière les

effets de ces politiques — en particulier *via* la demande — sur les structures locales de production et les bassins d'emploi. Il s'agit en particulier de mesurer par quels mécanismes les changements de fiscalité affectant la demande des ménages pourraient modifier le comportement des entreprises et ainsi induire des réallocations sectorielles, ce qui pourrait avoir contribué au phénomène de désindustrialisation.

Ce projet, débuté en 2019, et inscrit sur deux ans au programme de travail, s'appuie sur l'utilisation des données micro-économiques (obtenues *via* le CASD) afin d'exploiter la dimension locale de celles-ci, notamment la structure de l'emploi et la vulnérabilité au commerce des entreprises au niveau de la commune et de la zone d'emploi. Il s'agit de mesurer comment les politiques fiscales peuvent avoir des effets différenciés au niveau local selon la structure de production et le type d'entreprises présentes dans le bassin d'emploi. En particulier, nous analysons l'effet différencié selon le poids relatif du secteur manufacturier (biens échangeables). Pour identifier l'effet causal des chocs fiscaux, nous travaillons sur un instrument qui permet de mesurer la sensibilité des variations de la fiscalité locale aux changements imposés au niveau national concernant la dotation globale de fonctionnement (DGF). Cette dernière dépend de nombreux critères d'éligibilité, utilisés pour l'identification.

L'objectif de ce projet est d'éclairer le débat sur les effets des politiques budgétaires sur la compétitivité et de mieux comprendre l'effet de ces politiques sur les structures de production en économie ouverte.

Concentration du marché de l'emploi, salaires et type de financement

Axelle Arquière, Julia Bertin, Anne Laure Delatte

La concentration du marché de l'emploi demeure assez peu étudiée, l'essentiel de l'attention portant sur la concentration des entreprises, que ce soit au sein de la recherche académique ou bien auprès des instances régissant la concentration. Cependant, les deux dimensions ne se recouvrent pas nécessairement empiriquement et peuvent avoir des conséquences de nature différente. La concentration de l'emploi sera notamment liée au niveau des salaires et à l'évolution des inégalités salariales. Ce projet a pour objectif dans un premier temps de documenter précisément la concentration de l'emploi en France, et d'établir empiriquement comment et dans quelle mesure elle se distingue

de la concentration des entreprises. Dans un second temps, le lien existant entre concentration de l'emploi et salaires et inégalités salariales sera étudié. Enfin, un lien avec le type de financement des entreprises pourrait être recherché : un financement par actions est-il structurellement de nature à susciter davantage de concentration sur le marché de l'emploi ? Le projet est en cours.

Programme



Migrations internationales

MIGRATIONS INTERNATIONALES

APPRÉHENDER LES DÉTERMINANTS DES FLUX MIGRATOIRES

Modélisation de l'impact des changements climatique sur les flux migratoires internationaux

Lionel Ragot

Ce projet est une extension du modèle d'équilibre général calculable développé dans un autre projet encore en cours "Climate change, Inequality and Migration" par M. Burzynski, C. Deuster, F. Docquier et J. de Melo. Le modèle des auteurs fournit une évaluation des grandes tendances des flux migratoires internationaux consécutifs aux effets du changement climatique au cours du XXI^e siècle. Il intègre à la fois les déterminants environnementaux et les déterminants économiques des choix de localisation des migrants. Dans la version actuelle du modèle, les scénarios climatiques (+ 0°, + 2° ou + 4°) affectent le PIB *via* les dommages qu'ils provoquent (impact sur la production agricole...) mais les impacts sur le PIB des politiques environnementales permettant de limiter l'élévation de la température ne sont pas pris en compte. Ce projet vise donc à intégrer et endogénéiser les coûts des différents scénarios de politiques environnementales en termes de PIB. L'intégration de ce mécanisme important peut modifier les résultats obtenus par le modèle initial.

Lors de la première année de ce projet sur deux ans, les données pertinentes ont été récoltées sur les coûts des politiques climatiques en point de PIB suivant différents scénarios socio-économiques (Scenarios SSP) et scénarios d'intensité des politiques environnementales (scénarios RCP). Dans la phase actuelle du projet, ces données sont introduites dans le modèle.

Les restrictions aux mouvements de personnes dans les pays développés : mesurer les évolutions des politiques de visa et leur impact

Gianluca Orefice, Camilo Umana Dajud

Le projet initial visait à caractériser le durcissement des politiques migratoires (visas, quotas, permis de travail...) depuis une décennie dans les pays développés, au moyen d'indicateurs quantitatifs mesurant leur caractère plus ou moins restrictif et à calculer

l'impact de ces restrictions sur les coûts de la migration en utilisant un modèle gravitationnel.

Le projet a ensuite été élargi à l'évolution des migrations et du coût de migrer pendant les quarante dernières années.

Les données utilisées pour mesurer le degré de restriction des politiques migratoires au cours de la période, bien qu'imparfaites, semblent indiquer que la hausse du stock de migrants a été accompagnée par des politiques migratoires contrastées, tendant à devenir plus restrictives en moyenne, tout en développant plus d'exceptions pour certains pays d'origine en particulier.

La difficulté à mettre en évidence des corrélations et, lorsqu'elles existent, à identifier des causalités a conduit à s'interroger sur la suite à donner à ce projet. Des travaux préliminaires complémentaires étaient en cours au printemps 2020 pour aboutir à une décision définitive à l'été.

L'impact de la crise de 2008 sur les flux d'étudiants en mobilité internationale en France

Lionel Ragot, en collaboration avec Capucine Nobletz (EconomiX-Université Paris Nanterre)

L'ambition de ce projet était d'aboutir à une évaluation économétrique fine de l'impact de la crise de 2008 sur les flux d'étudiants étrangers. Il a été abandonné après de premières analyses économétriques qui n'étaient pas concluantes.

MESURER L'IMPACT DES MIGRATIONS

Migrations et diffusion culturelle internationales

Hillel Rapoport, en collaboration avec Sulin Sardoschau (Paris School of Economics)

Ce projet, engagé en 2017, s'interroge sur la contribution des migrations à la convergence ou à la divergence culturelle internationales. Il étend aux migrations internationales le modèle de transmission culturelle de Bisin et Verdier (2000). Deux hypothèses sont envisageables. Soit, les parents émigrent vers une destination où leurs "traits" culturels sont partagés par une plus grande partie de la population, ce qui augmente la probabilité que ces traits soient adoptés par leurs enfants par le biais de la socialisation. Il en résulte une auto-sélection dans la migration qui tend à accroître les différences culturelles entre pays. Soit, les migrations induisent également des transferts de valeurs et normes culturelles

entre pays, les "social remittances", qui constituent une force de convergence. La question est de savoir laquelle des forces de convergence ou de divergence est dominante.

Ce travail répond à cette question par une étude empirique sur la base de données internationales sur les valeurs culturelles (*World Value Survey*) et sur les migrations internationales bilatérales (base de données de l'OCDE et de la Banque Mondiale). Le modèle théorique permet de dégager des prédictions testables qui structurent l'analyse empirique.

En 2019, ce travail a été présenté dans de nombreux séminaires et conférences, en France et à l'étranger, en vue d'en améliorer le contenu. Il a notamment été présenté, dont trois fois sous forme de "keynote lecture".

Une approche dynamique de l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France

Lionel Ragot, en collaboration avec Xavier Chojnicki (Université de Lille), Ndèye Penda Sokhna (Université Paris-Nanterre)

Ce projet est la suite d'un travail antérieur sur une approche comptable statique de l'évolution de l'impact budgétaire de l'immigration en France sur la période 1980-2010 se fondant sur les enquêtes sur le budget des familles. Les premiers résultats montrent que l'impact budgétaire de l'immigration est très faible, compris entre plus et moins 0,2 % du PIB selon l'année considérée.

L'approche comptable est ici complétée par une approche dynamique en équilibre général. Les données issues du travail précédent sont intégrées dans un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) dynamique pour réaliser une évaluation contrefactuelle : quel aurait été l'état des finances publiques en l'absence de flux migratoires ?

Le programme a pris du retard en raison du départ d'un des co-auteurs et des responsabilités administratives importantes d'un autre auteur.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur français – une approche par la diversité

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

Les études précises sur la population étudiante étrangère en France sont encore limitées, notamment en ce qui concerne la diversité des pays d'origine.

Ce projet vise à combler cette lacune. Il s'agit en particulier de répondre à deux questions : (i) la hausse de la part des étudiants étrangers s'est-elle accompagnée d'une plus grande diversité de leurs origines ? ; (ii) la diversité des étudiants en mobilité au niveau de l'ensemble du système universitaire français s'explique-t-elle par la diversité au sein des universités ou entre elles ?

Des indicateurs de diversité d'origine des étudiants en mobilité internationale inscrits dans l'enseignement supérieur universitaire français seront calculés pour chaque année entre 1999 et 2016. Ces indicateurs seront également calculés par niveau d'études. Les résultats seront comparés à ceux d'autres pays européens (Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et Italie) lorsque les données pour ces derniers seront disponibles.

Ce projet initié en 2017 a été retardé par un problème d'accès et de qualité des données puis de priorité donnée à un autre projet utilisant la même base de données.

L'émigration sélective après les révolutions échouées de 1848 et la montée du Parti Nazi

Hillel Rapoport, en collaboration avec Toman Barsbai (Université de Bristol)

Les révolutions ratées de 1848 ont déclenché une vague d'émigration dans de nombreux pays européens, notamment en Allemagne. À la différence des précédentes et des suivantes, cette vague d'émigration : i) obéissait à des motifs plus politiques qu'économiques et, de ce fait, concernait des individus plus qualifiés ; et ii) est positivement corrélée aux votes pour le parti nazi lors des élections de 1928 qui ont vu ce parti faire son entrée Parlement allemand.

Ce projet consiste à analyser les conséquences à long terme de cette vague d'émigration sur l'évolution politique de l'Allemagne et, en particulier, les mécanismes par lesquels le départ d'individus sélectionnés positivement sur leurs vues libérales et démocratiques a pu affecter l'offre et la demande de démocratie au niveau local.

Une base de données a été constituée et les premiers travaux d'analyse empirique ont été engagés. Une version préliminaire a été rédigée et présentée dans plusieurs conférences et séminaires.

APPROFONDIR NOTRE CONNAISSANCE DES INTERACTIONS ENTRE MIGRATION ET MONDIALISATION

Migration et innovation

Hillel Rapoport, en collaboration avec Dany Bahar (The Brookings Institution), Raj Chowdury (Tufts University)

Ce projet visait à étudier la relation entre la présence d'inventeurs migrants et la dynamique de l'innovation dans les pays d'accueil des migrants.

Les résultats montrent que si le nombre d'inventeurs étrangers spécialisés dans des technologies données double, les pays qui les accueillent ont 25 à 50 % de chances de plus d'obtenir un avantage en matière de brevets dans ces technologies.

Ces résultats confirment et étendent les résultats de travaux antérieurs qui montrent comment les inventeurs migrants "importent" des connaissances de leur pays d'origine, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de brevets.

Le travail montre également que les inventeurs migrants sont plus nombreux dans la première tranche de brevets d'un pays dans une technologie donnée, par rapport aux brevets déposés à des stades ultérieurs.

Emploi des travailleurs immigrés et productivité des entreprises

Gianluca Orefice, en collaboration avec Giovanni Peri (University of California)

Ce projet, initié en 2018, visait à déterminer si la présence de travailleurs immigrés sur un marché du travail local améliore le niveau d'adéquation entre la main-d'œuvre disponible et les entreprises et, par suite, la productivité de ces dernières.

Il mobilise les données de la Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) au niveau départemental sur la période 1995-2005.

Le travail empirique réalisé montre que plus la proportion de travailleurs immigrés est élevée, dans un département français donné, plus l'incertitude sur la qualité des travailleurs est forte. Cela incite les entreprises de ce département à effectuer un examen plus approfondi des candidatures (screening) à l'embauche qui

RÉFÉRENCE(S)

"Migrant Inventors and the Technological Advantage of Nations",
D. Bahar, P. Choudhury,
H. Rapoport,
CEPII Working Paper,
n° 2019-13, octobre.

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration and Worker-Firm Matching",
G. Orefice, G. Peri.,
CEPII Working Paper
n° 2020-04, mars.

a un impact positif sur le niveau moyen de la productivité des entreprises. Le projet était en cours finalisation.

Diversité culturelle et compétitivité internationale

Gianluca Orefice, Hillel Rapoport, Gianluca Santoni

L'objectif de ce projet est d'estimer dans un cadre empirique unifié l'apport de l'immigration à la compétitivité internationale, en distinguant les trois principaux canaux identifiés par la littérature : la diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir.

Il combine la base de données du commerce international bilatéral du CEPII (BACI) avec des informations sur les stocks d'immigrants dans chaque pays d'accueil (par pays d'origine). La diversité culturelle apportée par les immigrés dans chaque pays d'accueil est mesurée par un indice de Herfindahl-Hirschman.

Le projet est en cours de finalisation. Les résultats obtenus montrent que les trois canaux (diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir) sont importants.

Les secteurs dont le processus de production est plus complexe et où la coopération en équipe est plus intensive profitent davantage de la diversité des lieux de naissance des immigrants.

Cela suggère qu'une main-d'œuvre diversifiée est plus efficace dans la résolution de problèmes liés à la production.

Les effets de l'immigration sur le marché du travail en France, une analyse de longue période

Anthony Edo

Ce travail porte sur les effets de l'immigration sur le marché du travail français entre 1962 et 2012. La motivation première est de dresser un bilan de ces effets sur trois indicateurs : les salaires, l'emploi et la participation au marché du travail. La méthode utilisée consiste à comparer l'évolution de la présence immigrée à ces indicateurs au sein des régions ou départements français au cours du temps. Les premiers résultats indiquent que l'immigration a légèrement dégradé le salaire moyen des hommes sur la période sans détériorer celui des femmes. En revanche, l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés tend à décourager la participation des femmes au marché du travail. Pour réconcilier ces résultats aux peu d'études françaises existantes, nous montrons que certains choix méthodologiques peuvent faire basculer le résultat des estimations obtenues.

Ce travail, qui n'est pas encore achevé, a demandé un investissement important sur la littérature académique des effets de l'immigration sur le marché du travail dont une synthèse a été publiée dans un billet de blog.

Exploration du lien commerce–finance (IDE)–migrations

Hillel Rapoport, Ariell Reshef, en collaboration avec Amandine Aubry (Université de Lille)

Ce projet étudie les effets des migrations conjointement sur les exportations et les investissements directs étrangers, tout en tenant compte de l'interdépendance entre ces derniers et le commerce international.

Il développe une nouvelle méthodologie d'estimation basée sur la combinaison des cadres Helpman-Melitz-Yeaple (2004 AER) et Helpman-Melitz-Rubinstein (2008 QJE).

Nous constatons que la migration a un effet plus important sur les IDE que sur le commerce, à la fois en termes de marge extensive (nombre d'opérations) et de marges intensives (montant moyen des opérations).

Le travail a été retardé par des problèmes économétriques et par des problèmes de données au niveau de l'industrie. Ces problèmes ont été en grande partie résolus et les présentations de la nouvelle version des travaux commenceront au printemps 2020.

CONTRIBUER À DES TRAVAUX D'ÉCONOMIE POLITIQUE DES MIGRATIONS

Les effets de l'immigration sur les comportements électoraux

Anthony Edo

Ce travail traite des effets de l'immigration sur les résultats électoraux des partis d'extrême droite et d'extrême gauche aux élections présidentielles en France depuis 1988. Il montre que l'immigration a eu un effet positif sur les résultats des premiers et négatifs sur ceux des seconds. Ces effets sont tirés par les immigrés faiblement diplômés et non-européens.

Ce projet a fait l'objet d'une publication dans une revue scientifique. Il est prévu d'en rédiger une version plus synthétique et accessible pour la lettre du CEPIL en 2020.

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right",
A. Edo, Y. Giesing, J. Öztunc,
P. Poutvaara,
European Economic Review,
vol. 115, p.99-143, juin 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration and Preferences for Redistribution in Europe",
A. Alesina, E. Murard,
H. Rapoport,
CEPII Working Paper,
n° 2019-15, novembre.

Migrations et préférences pour la redistribution

Hillel Rapoport, en collaboration avec Alberto Alesina (Université de Harvard), Elie Murard (Institute of Labor Economics – IZA)

Ce projet examine la relation entre immigration et préférence pour la redistribution en Europe en utilisant un ensemble de données nouvellement rassemblées sur les stocks d'immigrants pour 140 régions dans 16 pays d'Europe occidentale.

Il exploite les variations à l'intérieur d'un même pays de la proportion d'immigrants au niveau régional.

La conclusion en est que les répondants natifs affichent un soutien plus faible à la redistribution lorsque la proportion d'immigrants dans leur région de résidence est plus élevée.

Cette association négative est le fait de régions de pays où les États providence sont relativement importants et de personnes interrogées au centre ou à la droite du spectre politique.

Les effets sont également plus forts lorsque les immigrés sont originaires de pays du Moyen-Orient ou d'Europe de l'Est, sont moins qualifiés que les autochtones et subissent une plus grande ségrégation résidentielle.

Il est peu probable que ces résultats soient influencés par les choix endogènes de localisation des immigrants, c'est-à-dire par les effets d'attraction de l'aide sociale ou par le tri des immigrants dans les régions offrant de meilleures opportunités économiques.

Expliquer les biais de perception sur les immigrés avec les outils de l'analyse économique

Isabelle Bensidoun, Anthony Edo

Ce travail traite des déterminants des perceptions et des opinions publiques concernant l'immigration et les immigrés. En exploitant des données d'enquêtes de 2017, il montre que ce qui préoccupe avant tout les Européens, ce sont les aspects économiques, et surtout le chômage. Ils accordent à l'immigration une place très minoritaire dans la hiérarchie des problèmes auxquels ils sont confrontés. Mais ils sont plus nombreux à la considérer comme un problème pour leur pays, particulièrement lors de pics migratoires, comme la crise des réfugiés en 2015.

Ce travail n'est pas achevé mais il a, d'ores et déjà, servi de base à la publication de billets publiés sur le blog du CEPII et dans Alternatives économiques.

ANALYSER LES IMPACTS DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

Ce projet analyse les effets du programme "Études en France" mis en place *via* Campus France en 2007 qui vise à augmenter le nombre d'étudiants étrangers admis dans les universités françaises. Dans le cadre de la politique "d'immigration choisie" le programme Campus France visait à faciliter le processus de candidature des étudiants étrangers d'un certain nombre de pays.

La mise en place du programme "Études en France" aura conduit à une augmentation globale des flux d'étudiants étrangers d'environ 8 %. L'augmentation est concentrée sur les universités qui ne figurent pas parmi les 150 premières du classement de Shanghai et concerne principalement les étudiants en master.

Aucun effet d'éviction, ni sur les étudiants français ni sur les étudiants étrangers dont le pays d'origine n'est pas dans Campus France n'a pu être mis en évidence.

Le travail est achevé et fera l'objet d'une publication en 2020.

Les quotas de réfugiés en Europe : comment dépasser l'échec de la dernière vague ?

Hillel Rapoport

Ce projet consistait à affiner la formulation d'une proposition antérieure pour l'allocation des réfugiés en Europe en tirant les leçons de l'échec du dispositif formulé pendant la vague de 2015. Cette proposition consistait en un système d'affectation des réfugiés dans lequel ces derniers pourraient exprimer leurs préférences et les États-membres échanger entre eux les quotas de différents types de réfugiés (*Tradable Refugee-Admission Quotas — TRAQs*).

Le programme européen de quotas ayant été abandonné, il n'a pas été donné suite à ce projet.

Commerce et migrations : l'impact des dispositions relatives à la mobilité des personnes dans les accords de libre-échange.

Camilo Umana Dajud, Thierry Mayer, Hillel Rapoport

Ce projet analyse la grande quantité d'informations contenues dans les accords commerciaux à l'aide d'un algorithme de *machine*

learning. L'algorithme est capable d'identifier si un sujet est couvert par un accord et de déterminer ensuite s'il est inclus dans les mécanismes de règlement des différends spécifiés dans cet accord. Cet outil permet notamment de montrer avec rigueur que les accords commerciaux jouent un rôle croissant dans la régulation de la circulation des personnes à travers le monde.

Les données produites par l'algorithme sont ensuite utilisées pour analyser l'impact de ces dispositions relatives à la circulation des personnes sur le commerce et les flux migratoires. Les résultats montrent que faciliter la circulation des femmes et hommes d'affaires est fortement corrélé à l'augmentation des flux commerciaux. Dans le même temps, la plupart de ces dispositions ne semblent pas avoir d'effet sur les flux migratoires.

Le *Document de travail* est en cours de rédaction et sera achevé en 2020.

PROJET HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

L'effet du retour des réfugiés sur les performances à l'exportation des pays issus de l'ex-Yougoslavie

Hillel Rapoport

Au début des années 1990, l'Allemagne a accueilli plus d'un demi-million de réfugiés yougoslaves fuyant la guerre. En 2000, un grand nombre de ces réfugiés, qui étaient sous protection temporaire, avaient été rapatriés.

Cet épisode historique est exploité pour fournir des preuves causales sur le rôle que jouent les migrants pour expliquer les performances à l'exportation sur les marchés mondiaux après leur retour dans leur pays d'origine.

Nous constatons que l'élasticité des exportations par rapport à la migration de retour se situe entre 0,1 et 0,24 dans les industries où les migrants ont été employés pendant leur séjour en Allemagne.

Les résultats sont principalement déterminés par les industries à forte intensité de connaissances et par les travailleurs exerçant des professions à forte intensité d'analyse et de gestion.

RÉFÉRENCE(S)

"Migration and Post-Conflict Reconstruction: The Effect of Returning Refugees on Export Performance in the Former Yugoslavia",
D. Bahar, A. Hauptmann,
C. Özgüzel, H. Rapoport,
CEPII Working Paper,
n° 2019-12, octobre.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

LE RENOUVEAU DU PROTECTIONNISME

L'impact économique des mesures de protection commerciale adoptées par les États-Unis

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné

Depuis début 2018, l'administration américaine a mis en œuvre plusieurs mesures réduisant les importations américaines, notamment en provenance de Chine. Ces mesures ont alimenté les représailles et entraîné une escalade des tensions commerciales au niveau mondial. Dans le cadre de ce projet, nous avons examiné les effets de ces tensions sur le commerce, la valeur ajoutée sectorielle et le bien-être, en équilibre général et dans un contexte de concurrence imparfaite. Nous nous appuyons sur le cadre de modélisation que nous fournit la dernière version du modèle MIRAGE-e différenciant la demande de biens en fonction de leur utilisation, pour la consommation finale ou intermédiaire. Cela permet de retracer l'impact de la protection, tout au long des chaînes de valeur, sur les prix, la valeur ajoutée et le revenu des facteurs. Les droits de douane additionnels sont repris directement des listes officielles ; les restrictions volontaires aux exportations négociées par quelques pays en substitut des droits de douane additionnels sont également prises en compte, au niveau des produits, ce qui n'est que très rarement fait dans les autres travaux sur la question. Nos résultats suggèrent qu'en raison des mesures prises entre mars 2018 et août 2019, la Chine et les États-Unis pourraient subir des pertes de PIB de 0,55 % et 0,40 % respectivement. Les exportations américaines vers le monde diminueraient de 7,5 % en raison d'une baisse de la compétitivité causée par les liens verticaux créés par les chaînes de valeur, qui s'ajoute aux conséquences directes des sanctions. Les trois quarts des secteurs verraient leur valeur ajoutée diminuer aux États-Unis. La quantification des destructions et créations d'emplois dans les différents secteurs est cohérente avec des effets se répercutant sur les prix et la demande le long des chaînes de valeur, au détriment des industries en aval.

Ce travail a donné lieu à une *Lettre du CEPII*, à un *Document de travail* ainsi qu'à plusieurs communications, à l'intérieur et à l'extérieur du CEPII.

RÉFÉRENCE(S)

- "Shooting Oneself in the Foot?
Trade War and Global Value
Chains",
C. Bellora, L. Fontagné,
CEPII Working Paper,
n° 2019-18, décembre.
- "L'arroseur arrosé : guerre
commerciale et chaînes de valeur
mondiales",
C. Bellora, L. Fontagné,
La Lettre du CEPII,
n° 398, avril 2019.
- "Europe in the Sino-American
Trade War",
C. Bellora,
European Issues,
Fondation R. Schuman,
9 septembre 2019.

Utilisation des mesures antidumping et impact sur les décisions d'exportation des producteurs chinois

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, Kévin Lefebvre

Ce travail de recherche porte sur les impacts des mesures anti-dumping (AD) sur les flux commerciaux et les firmes exportatrices. Nous nous intéressons spécifiquement aux exportateurs chinois. Premièrement, nous confirmons les impacts directs importants des mesures sur les flux d'exportation. Deuxièmement, nous analysons dans le détail les effets sur les produits non directement concernés par les mesures anti-dumping, que nos travaux préalables ont mis en évidence. Deux mécanismes possibles pourraient amener à ces impacts indirects. D'une part, les entreprises exportatrices chinoises affectées par une mesure anti-dumping sur un produit donné pourraient diminuer aussi les exportations de leurs autres produits. D'autre part, les entreprises non directement touchées mais exportant des produits similaires pourraient également réagir, par crainte d'être les prochaines visées ou parce qu'elles exportent des produits complémentaires à ceux visés. Ou encore, au contraire, en occupant les parts de marché des entreprises affectées avec des produits substituables.

Suite à la mobilité d'un des co-auteurs, le travail a été ralenti mais le projet est maintenu. En 2019, l'analyse s'est focalisée sur l'effet de contagion des droits AD sur les autres produits des entreprises touchées, en évaluant les conséquences à la fois sur le nombre de produits exportés, sur les volumes et sur les prix.

Évaluation des impacts macroéconomiques et environnementaux de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) entre l'Union Européenne et le Canada

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, Jean Fouré

Dans le cadre du "Plan d'Action CETA" mené par le gouvernement français, le CEPII a réalisé l'étude de l'impact macro-économique de l'accord de libre-échange signé en 2017 entre l'Union Européenne et le Canada (AECG, également appelé CETA, pour *Comprehensive Economic and Trade Agreement*). Cette étude, menée en collaboration avec la DG-Trésor, le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et le Ministère de l'Agriculture, a été annexée au projet de loi français de ratification du traité.

L'étude s'appuie sur des simulations effectuées avec le modèle MIRAGE. Ce dernier, dans sa version la plus récente, permet de détailler les impacts sur le commerce en valeur ajoutée ainsi que

RÉFÉRENCE(S)

"Évaluation macro-économique des impacts de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne",
C. Bellora, J. Fouré, L. Fontagné, *CEPII Research Report*, n° 2019-01, juin.

"Évaluation des accords commerciaux : petit guide à l'usage de ceux qui veulent comprendre",
C. Bellora, J. Fouré, dans *L'économie mondiale 2020*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2019, chap. III.

sur les émissions de nombreux gaz à effet de serre, sans se limiter au dioxyde de carbone. Les simulations reposent sur des scénarios tarifaires réalisés au niveau le plus fin, celui de la ligne tarifaire ; elles représentent également les modifications des contingents tarifaires, ainsi que des changements en matière de mesures non tarifaires induites par l'accord. Le scénario de référence, quant à lui, tient compte de l'ensemble des accords commerciaux déjà signés par l'Union européenne, ou en cours de mise en œuvre.

L'étude détaille les impacts de l'accord sur les flux de commerce, la valeur ajoutée sectorielle, la rémunération des facteurs de production, le produit intérieur brut ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre. En France, les impacts sont faibles et le secteur secondaire est le principal bénéficiaire. L'industrie de transformation de la filière viande enregistre une perte relative de valeur ajoutée significative, mais le montant absolu de cette perte est limité compte tenu de la taille initiale de cette industrie. Ce recul de la valeur ajoutée au niveau de la transformation impacte aussi l'élevage en amont. Les impacts sur les autres secteurs sont, de fait, quasiment nuls. Les variations de valeur ajoutée se traduisent en termes de rémunération des facteurs. Outre l'évolution légèrement défavorable au foncier agricole, la masse salariale qualifiée et la masse salariale non qualifiée augmentent toutes deux légèrement en France. Ces évolutions se traduisent finalement par une très légère hausse du produit intérieur brut français. Au niveau européen, l'impact sur le produit intérieur brut est encore plus faible.

Au-delà de son impact économique potentiel, l'AECG soulève la question des émissions de gaz à effet de serre. Premièrement, l'AECG, par son impact sur le commerce international, va entraîner des émissions liées au transport international de marchandises, non couvertes par les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Les simulations montrent que les émissions liées au transport maritime et aérien, en légère augmentation, sont partiellement compensées par une diminution des émissions liées au fret terrestre (induite par la réduction du commerce intra-européen). Au total, les variations d'émissions liées au fret international sont quasiment nulles du fait de l'AECG.

En respectant les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, les émissions européennes et canadiennes resteront constantes. Néanmoins, dans ce contexte, l'augmentation d'activité économique due à l'AECG a pour effet d'augmenter la fiscalité carbone au sein de l'Union européenne et au Canada. Cette augmentation, qui reste contenue, est plus importante au Canada, notamment car les effets économiques de l'AECG y sont

plus. Ceci représente un coût supplémentaire pour ces économies, venant en déduction des gains économiques de l'AECG. Cet effet est négligeable pour le Canada au regard des gains économiques dus à l'AECG. Mais dans le cas de l'UE 27, les gains économiques de l'AECG sont modestes, et le respect de l'Accord de Paris réduit de moitié les gains générés par l'accord commercial. La seule variation non négligeable, à la hausse, des émissions de GES suite à l'AECG est celle des États-Unis. Le problème n'est pas lié à l'AECG mais à la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris : ils représentent notamment la source de nombreuses consommations intermédiaires des signataires de l'AECG et en tirent ainsi un bénéfice économique indirect.

Brexit : intérêts offensifs et défensifs des parties

Lionel Fontagné, Houssein Guimbard

En 2019, l'ensemble des statistiques descriptives sur le commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et l'Union européenne à 27 a été mis à jour avec les données disponibles les plus récentes. Ces statistiques retracent les échanges commerciaux, par secteur et jusqu'au niveau des produits définis dans la nomenclature harmonisée à 6 chiffres, et les mettent en relation avec la protection tarifaire et non tarifaire, y compris celle pratiquée vis-à-vis du reste du monde. Ces statistiques, mises à disposition des équipes du CEPII travaillant sur les questions commerciales, ont été utilisées comme support de réflexion et d'intervention dans les médias et les conférences par l'ensemble des économistes du CEPII intervenant sur ces questions. Toutefois, par manque de disponibilité des auteurs, mobilisés sur d'autres projets, elles n'ont pas fait l'objet d'une publication sous forme de *Lettre du CEPII*, comme initialement prévu.

Fragmentation de la production et politiques commerciales

Gianluca Santoni, en collaboration avec Davide Del Prete (Université de Naples), Valerio Leone Sciabolazza (Université de Naples)

L'objectif de ce projet est de mettre en lumière le rôle que les liens de production, de plus en plus complexes du fait de la dimension internationale des chaînes de valeur, jouent dans la fixation des droits de douane. Tout d'abord, en étudiant une période longue, 2009-2015, et un très large échantillon de pays (189), le travail confirme le lien entre protection tarifaire et chaînes de valeur déjà mis en évidence par d'autres études sur des bases de données plus

réduites. Les droits de douane bilatéraux imposés par un pays sur des biens finals ont tendance à diminuer avec le contenu en biens intermédiaires exportés par ce même pays et utilisés pour produire à l'étranger les biens finals importés en question.

À cette dimension, s'en ajoute une nouvelle. Les résultats préliminaires suggèrent également que les incitations à imposer une protection à l'importation sont encore plus réduites lorsque deux partenaires commerciaux sont indirectement liés par l'intermédiaire de pays tiers, c'est-à-dire lorsqu'ils sont plus profondément intégrés dans des chaînes de production complexes. Ce dernier résultat a d'intéressantes implications de politique publique, dont l'exploration amène à prolonger l'étude en 2020, la publication d'un *Document de travail* étant attendue en cours d'année.

COÛTS AU COMMERCE

Élasticité des exportations aux droits de douane : Le rôle de la qualité des produits

Lionel Fontagné, Gianluca Orefice, en collaboration avec Maria Bas (Université Paris-1 Panthéon Sorbonne)

La réponse des flux commerciaux aux variations des prix à l'exportation est un paramètre crucial pour une bonne évaluation des conséquences des politiques commerciales. Alors que le paramètre qui régit cette réponse, l'élasticité-prix des exportations, peut varier en fonction de la qualité des produits exportés, il est le plus souvent estimé sous l'hypothèse de biens homogènes.

Ce projet vise à estimer comment les entreprises françaises qui produisent des biens de différents niveaux de qualité réagissent à des chocs de prix à l'exportation induits par une variation des droits de douane imposés par les pays de destination. Il s'agit d'un travail empirique qui combine les données de commerce au niveau de chaque entreprise avec une mesure de la qualité des produits fondée sur une estimation économétrique.

Le projet était initialement prévu sur 2019 et 2020. Toutefois, l'accès aux données d'exportation des firmes individuelles a nécessité plus de temps qu'en moyenne. Ainsi, il n'a été obtenu qu'en janvier 2020, retardant ainsi le projet, qui sera réalisé en 2020 et 2021. En attendant l'accès aux données, la stratégie empirique a été finalisée et la base des données sur les droits de douane nécessaire à estimer l'élasticité commerce a été construite.

Impact du Statut d'Opérateur Économique Agréé et des accords de reconnaissance mutuelle de ce statut

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Houssein Guimbard

Les mesures non tarifaires (MNT) sont à l'origine de différents types de coûts pour les entreprises exportatrices. En plus des coûts dus à la mise aux normes des produits, elles engendrent des frais administratifs lors du passage en douane des marchandises. Ce projet vise à estimer le montant de ces coûts liés à l'inspection et au dédouanement des cargaisons et à analyser leur impact sur le commerce international. Pour cela, nous utilisons une base de données originale recensant les entreprises françaises certifiées en tant qu'opérateurs économiques agréés (OEA). Cette certification est délivrée par les autorités douanières de chaque pays européen, elle permet aux entreprises certifiées de bénéficier de simplifications douanières à la frontière, de contrôles physiques et documentaires moins nombreux et d'un traitement prioritaire. La fusion de cette liste d'entreprises certifiées OEA avec les données individuelles provenant des liasses fiscales et des douanes françaises permet la comparaison des exportations avant et après la certification.

Nos premières estimations confirment l'existence de coûts administratifs induits par les MNT : l'effet négatif des MNT sur le commerce diminue suite à la certification des entreprises. Les analyses se poursuivront en 2020, avec l'objectif d'évaluer dans quelle mesure une disposition de simplification administrative comme le statut d'OEA peut réduire les barrières au commerce, alors qu'il n'affecte pas le niveau d'exigence des mesures non tarifaires. Ce résultat est particulièrement important pour l'évaluation de l'impact des accords de libre-échange de deuxième génération, comme par exemple le CETA, dont l'objectif est précisément de réduire les obstacles au commerce sans modifier le niveau de protection sanitaire et environnementale.

Ce projet a été retardé par le départ du CEPII de plusieurs des auteurs, il est prévu de le mener à bien en 2020.

Impact des mesures non tarifaires sur les flux commerciaux

Sébastien Jean, Cristina Mitaritonna, Antoine Vatan

En 2019, le travail de constitution de la base de données pour la réalisation des travaux économétriques a été finalisé. Il a permis de regrouper et structurer les données concernant les flux de commerce (BACI), les tarifs douaniers (MAcMap) et les contenus détaillés des accords commerciaux (DESTA, Design of Trade Agreements).

Les statistiques descriptives sur cette base de données ont permis d'établir les critères pour différencier au mieux les accords, selon le contenu de leurs dispositions. Deux pistes principales sont retenues pour la suite de l'analyse. La première concerne l'impact des dispositions concernant les services sur les biens intensifs en services. La seconde est liée à l'impact des dispositions en matière de droit sur la propriété intellectuelle sur les contenus en technologie des échanges. Pour suivre ces deux pistes, des mesures de l'intensité des biens échangés en utilisation des services et en contenu technologiques ont été construites.

Les premières analyses économétriques, concentrées sur la dimension temporelle de la base de données, font état d'un effet positif mais faible des accords commerciaux sur ces deux aspects, avec une composante dynamique : les effets positifs ont bien lieu, avec un décalage dans le temps de trois ans en moyenne.

Impact indirect des politiques environnementales au travers des marchés internationaux : le cas de la diminution des intrants agricoles en Union Européenne

Cecilia Bellora, en collaboration avec Christophe Gouel (INRAE), Anna Lungarska (INRAE)

Dans le cadre du Labex Stimul, piloté par l'INRAE, ce projet s'intéresse aux impacts d'une politique de diminution de l'utilisation des fertilisants azotés en Europe. Il mobilise plusieurs équipes de recherche et plusieurs approches de modélisation. Les premières simulations déjà réalisées avec des modèles agricoles en équilibre partiel montrent que la baisse des apports azotés fait diminuer les rendements agricoles européens. Cette baisse conduit à une augmentation des surfaces agricoles, au détriment des pâturages. Cela ne suffit toutefois pas à compenser les effets sur les rendements, la production agricole européenne diminuant. Ce type d'impact, en présence d'une demande agricole et alimentaire internationale connue pour être inélastique, laisse entrevoir de possibles conséquences indirectes. La baisse de la production européenne peut en effet être suffisamment importante pour conduire à d'une possible hausse des prix, des déplacements de demande, entre produits, mais également d'offre peuvent avoir lieu. En fonction de leur intensité, ces effets peuvent conduire à la mise en culture de nouvelles terres, avec des impacts environnementaux indirects négatifs. Le modèle MIRAGE est appelé à explorer et quantifier ces mécanismes indirects. Ce projet est donc l'occasion de mettre à jour la représentation du marché de la terre du modèle

selon les standards actuels de la littérature en commerce et environnement.

2019 a été la première année de travail du projet, prévu sur 2 ans. Un premier axe de travail a concerné l'identification des données nécessaires et disponibles pour constituer une représentation cohérente de l'utilisation des intrants azotés, par culture et par région du monde. À ces données, s'ajoute une première réflexion de comment représenter le lien entre rendements agricoles et utilisation de l'azote dans le modèle. Pour 2020, il restera à affiner la représentation de la terre dans le modèle et à y intégrer le travail déjà effectué. Les simulations pourront ainsi être réalisées et transmises aux autres équipes de recherche impliquées qui en déduiront des impacts en termes d'émissions de carbone (en particulier du fait de la déforestation et du retournement des prairies) et de pertes de biodiversité.

Les développements réalisés au cours de ce projet seront utilisés dans de prochaines études, en particulier sur les impacts environnementaux des accords commerciaux.

MÉTHODES D'ANALYSE DES POLITIQUES COMMERCIALES

MIRAGE-e 1 : entretien et mise à jour

Jean Fouré

Ce projet avait pour objectif la mise à jour de MIRAGE-e, dans sa version 1, pour l'utilisation avec la nouvelle version de la base GTAP, GTAP 10, ainsi que la mise à disposition du code auprès d'un public large. Le projet est maintenu suite au départ de l'économiste qui le portait, mais il a été retardé. Le travail a commencé à la fin de l'année 2019 et sera finalisé en 2020.

MIRAGE-e 2 : valeur ajoutée et gaz à effet de serre

Cecilia Bellora, Jean Fouré

Deux développements majeurs du modèle MIRAGE ont été finalisés en 2019. Ils sont à l'origine de la version 2 du modèle. Premièrement, le modèle MIRAGE distingue désormais le commerce de consommations finales de celui de consommations intermédiaires, en exploitant les spécificités des bases de données les plus récentes. Deuxièmement, le modèle représente maintenant les émissions de trois types de gaz à effet de serre supplémentaires (méthane, protoxyde d'azote, gaz fluorés), en plus du dioxyde de carbone déjà présent dans les versions précédentes. Les émissions

prises en compte ne sont plus uniquement liées à la consommation des énergies fossiles mais proviennent également des processus de production.

Ces deux développements ont été stabilisés et mis en production en 2019. C'est sur eux que s'appuient l'analyse d'impact de l'accord entre l'Union européenne et le Canada ainsi que les simulations des conséquences des tensions commerciales en cours. La distinction du commerce en fonction de l'utilisation des biens échangés permet d'analyser de façon plus fine les conséquences des politiques commerciales. Ainsi, les simulations des impacts des tensions commerciales montrent, avec détails sectoriels à l'appui, comment les liens entre économies que créent les chaînes de valeur internationales augmentent le coût des politiques protectionnistes pour les pays qui les imposent. La représentation plus détaillée des émissions de gaz à effet de serre a, quant à elle, permis d'explorer les conséquences de l'accord entre l'UE et le Canada sur les émissions de ces deux pays et du monde, en mettant l'accent aussi sur les émissions des transports internationaux, tout en tenant compte des politiques climatiques existantes. Ces développements ouvrent maintenant la voie à de nouvelles réflexions, par exemple sur les interactions possibles entre politiques commerciales et politiques climatiques.

Le départ du responsable du modèle MIRAGE n'a pas empêché les développements décrits ci-dessus mais a retardé la rédaction et la publication d'une documentation exhaustive sur les nouvelles fonctionnalités. Le travail se prolongera donc en 2020.

Scénarios de référence en équilibre général calculable : état des lieux, bonnes pratiques et recommandations

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Ce projet, issu d'un travail collectif et inter-institutions, est à l'origine de trois publications académiques, qui seront publiées courant 2020.

La première permet d'étalonner les trajectoires dynamiques de référence de l'économie mondiale utilisés par la communauté GTAP, la Banque mondiale, l'OCDE et l'IIASA. À cette fin un modèle de croissance macroéconométrique (MaGE) a été combiné avec un modèle d'équilibre général calculable (MIRAGE-e). Le projet avait pour but de mettre en évidence les déterminants de long terme des flux commerciaux mondiaux. Un exercice de simulation historique est proposé sur la base de trois récits socioéconomiques généralement utilisés dans la littérature. Il montre comment se produisent les rétroactions entre les hypothèses de base et les

RÉFÉRENCE(S)

"Calibrating Long-Term Trade Baselines in General Equilibrium",
L. Fontagné & J. Fouré,
In P. Dixon, J. Francois, & D. van der Mensbrugghe eds. *The Role of Global Policy Making: A volume in Honor of Thomas Hertel*, Chapter 4. *World Scientific*, 2019.

"Modelling Trade and Other Economic Interactions between Countries in Baseline Projection",
E. Bekkers, A. Antimiani,
C. Carrico, D. Flaig, L. Fontagné,
J. Fouré, J. Francois, K. Itakura,
Z. Kutlina-Dimitrova, W. Powers,
B. Saveyn, R. Teh, F. van Tongeren, M. Tsigas,
Journal of Global Economic Analysis.
2020.

fondamentaux macroéconomiques — tels que le compte courant et la part de la population active dans la population totale. Les résultats insistent sur les déterminants macroéconomiques de la croissance du commerce international.

La deuxième publication s'intéresse à la façon dont le commerce est modélisé dans les projections de référence des modèles d'équilibre général calculables dynamiques. Les approches actuelles dans le domaine sont comparées, examinées et évaluées ; des simulations sont effectuées sur certains des choix les plus importants concernant la modélisation du commerce dans les projections dynamiques. Enfin, sur la base de cet exercice de comparaison, des recommandations sont formulées sur les meilleures pratiques à adopter et les domaines nécessitant des recherches plus poussées sont listées, ainsi que les priorités pour la collecte de données.

Pour cela, des simulations ont exploré l'impact des variations de la valeur des élasticités commerciales, de la façon dont la balance commerciale est modélisée (fermeture macroéconomique), de la croissance du commerce et des chaînes de valeur et de la structure multirégionale des données utilisées. Les autres sujets examinés sont la modélisation des zéros, le rôle des prix de l'énergie, la modélisation des nouvelles technologies et des nouveaux types de politiques commerciales (commerce des données et numérisation), l'introduction progressive des futures politiques commerciales, et le rôle des revenus du capital et des envois de fonds. Cet article est le résultat d'un travail commun de comparaison des meilleures pratiques en matière de modélisation avec la Commission européenne, l'OCDE, l'OMC et GTAP notamment.

Enfin, la troisième publication propose une revue des pratiques existantes en termes de modélisation à long-terme des déterminants macroéconomiques dans les modèles d'équilibre général calculables dynamiques. Tout d'abord, les différentes pratiques de projection des facteurs de production (travail, épargne et investissement, ressources naturelles) sont analysées, en comparant les sources de projections et leur mise en œuvre dans les modèles. Certaines pratiques jugées comme meilleures sont identifiées, telles que l'utilisation de la population active plutôt que la population en âge de travailler ou le recours à des estimations fondées théoriquement pour l'épargne et l'investissement (et donc la balance courante). Ce travail pointe aussi des lacunes dans la littérature, spécifiquement concernant les dynamiques d'emploi (chômage, rigidités dans les reconversions, entre qualifications ou entre secteurs). Ensuite, la question des projections de productivité globale des facteurs est discutée, principalement par le biais d'un calibrage de cette

dernière pour que le modèle réplique une trajectoire de Produit Intérieur Brut (PIB) provenant de projections préexistantes, qui est l'approche principale utilisée dans la littérature. Ce travail documente les différentes sources de projections, ainsi que les modalités de mise en œuvre, sans dégager de meilleure pratique de modélisation autre qu'une cohérence entre les différentes sources (par exemple, les projections de PIB utilisées doivent avoir été calculées avec les mêmes projections de population que celles retenues dans le modèle). Enfin, cet article appelle à une comparaison de modèles plus poussée, pour identifier de façon rigoureuse les hypothèses les plus structurantes des scénarios de référence.

Bases de données tarifaires

Houssein Guimbard

L'objectif de ce projet est la mise à jour de la base de données MAcMap-HS6 qui propose un équivalent *ad valorem* (pourcentage) de la protection tarifaire appliquée par 190 pays importateurs à 220 pays exportateurs sur environ 5 000 produits. En particulier, il s'agit de développer un module complémentaire fournissant les équivalents *ad valorem* des quotas tarifaires, pour les années 2014 et 2016.

Une première version du module "Quotas tarifaires" pour l'année 2016 est désormais disponible. Les données pour les États-Unis, manquantes fin 2019, seront ajoutées durant le premier semestre 2020. Le traitement des données pour l'année 2014 sera, quant à lui, réalisé en 2020. En effet, ces données ont été transmises dans un format inhabituels, qui nécessite un traitement plus long, qui sera réalisé en 2020. Cette étape est préalable à la mise en cohérence finale des différentes années disponibles. Si cela est possible, l'ensemble sera mis en ligne.

Mise à jour des projections macroéconomiques de long-terme

Jean Fouré

Suite au départ de Jean Fouré, le projet a été reporté à 2020. Ce report constitue une occasion pour construire une collaboration intéressante entre l'équipe consacrée au commerce et celle qui s'occupe de macro-économie internationale. Les projections à jour seront donc développées et publiées en 2020 par Erica Perego et Gianluca Santoni, avec la collaboration de Lionel Fontagné, Anne-Laure Delatte et Cecilia Bellora.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

L'impact différencié des droits unitaires sur les exportations agricoles des pays en développement

Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger

Malgré les régimes préférentiels commerciaux dont elles bénéficient (le Système Généralisé des Préférences en Union Européenne ou l'AGOA aux États-Unis, par exemple), les exportations des pays en développement sont souvent taxées avec des droits spécifiques (exprimés en unité monétaire par quantité importée), par opposition à des droits *ad valorem*. En effet, les pays développés utilisent souvent ces types de droits pour se protéger des exportations de produits agricoles bon marché, dans lesquels les pays en développement ont des avantages comparatifs.

Cet article étudie l'impact des coûts au commerce, par nature additifs, engendrés par les droits spécifiques qui affectent les exportations agricoles des pays en développement. Il utilise pour cela des données détaillées sur les flux commerciaux et les droits de douane. L'effet protectionniste des droits spécifiques ainsi mesuré est 1,5 fois plus élevé pour les pays en développement que pour les autres exportateurs. Cet effet différentiel s'explique principalement par la spécialisation des pays en développement dans les produits à bas prix, plus sensibles aux droits spécifiques (la protection fournie par l'imposition d'un droit spécifique étant décroissante avec le prix des biens échangés). Les pays en développement différencient en outre très peu leurs exportations en termes de prix, et donc en termes de qualité. Ainsi, lorsqu'ils font face à un droit spécifique sur un produit peu différencié, il leur est très difficile de réorienter leurs exportations vers un produit proche mais plus cher ou de meilleure qualité. L'impact restrictif des droits spécifiques sur les exportations des pays en développement est donc encore accru par cette faible différenciation en termes de qualité.

Les droits de douane spécifiques présentent donc le même effet que les coûts de transport (mis en évidence dès les années 1960) : le prix des biens exportés croît avec la distance entre deux partenaires et se révèle donc plus discriminants vis-à-vis des pays en développement.

Une première version de ce travail a été écrite en 2018 et soumise pour publication dans une revue à comité de lecture. En 2019, l'article a été amélioré, sur la base des remarques d'une première révision et soumis à une nouvelle revue. Il est actuellement en révision.

Goût pour la variété et gains à l'échange

Sébastien Jean, Antoine Vatan, en collaboration avec Christophe Gouel (INRAE)

Ce projet évalue comment l'évaluation de l'impact des échanges commerciaux sur le bien-être et le revenu réel varie en fonction du cadre théorique retenu. Cette question est motivée par la nécessité de mieux comprendre comment les analyses fondées sur les modèles à firmes hétérogènes peuvent se comparer à ceux à firmes homogènes, comme c'est le cas du modèle MIRAGE, par exemple. Elle est aussi un préalable à toute tentative d'extension de MIRAGE à un cadre à firmes hétérogènes.

Un modèle de commerce gravitaire avec consommations intermédiaires et concurrence imparfaite a été développé. Sa spécificité est de présenter une fonction d'utilité dans laquelle le goût pour la variété peut être paramétré séparément de l'élasticité de substitution. Cela permet d'analyser le rôle du goût pour la variété sur les gains à l'échange tout en maintenant les autres comportements constants. Un des résultats importants de ce travail est qu'en séparant ainsi les comportements, il est possible de déterminer des ensembles de paramètres pour lesquels des modèles basés sur des structures de commerce différentes, à la Krugman et à la Melitz, fournissent une évaluation identique des gains à l'échange. On peut aussi déterminer sous quelles conditions ces évaluations s'écartent, et dans quel sens.

Ce travail contribue à la riche littérature sur l'évaluation des gains au commerce en mettant au clair le rôle important que joue le goût pour la variété, sous-jacent aux modèles de commerce couramment utilisés. Ce travail a pris du retard car les premiers travaux économétriques se sont révélés être une impasse. Au vu de son avancement, ce travail sera terminé courant 2020.

Programme



Analyse du commerce
international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

ENTREPRISES MULTINATIONALES ET CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES

Activités des multinationales, fiscalité et revenus d'investissements directs étrangers

Vincent Vicard

L'évitement fiscal des multinationales génère des anomalies dans les statistiques nationales et internationales, qui peuvent être utilisées pour en mesurer l'ampleur. Ces biais questionnent par ailleurs l'interprétation d'un certain nombre d'agrégats statistiques. Ce projet étudie l'impact des stratégies fiscales des multinationales sur la localisation de leurs profits, enregistrés dans les revenus d'investissement direct étranger de la balance des paiements. Les résultats montrent que les pays à haut niveau d'impôt sur les sociétés ont en moyenne un rendement excessif sur leur investissement directs étrangers (IDE), c'est à dire que leurs IDE à l'étranger ont un rendement supérieur à celui des IDE étrangers sur leur territoire. L'évitement fiscal des multinationales génère ainsi ce qui peut apparaître comme un "privilège exorbitant" pour les pays à haut niveau de taxation des entreprises, cohérent avec le cas américain largement documenté.

Pour la France, une quantification à partir de données collectées auprès des entreprises par la Banque de France montre que les profits non déclarés en France atteindraient quelques 36 milliards d'euros en 2015, soit 1,6 % du PIB, un montant 30 fois supérieur à ce qu'il était au début des années 2000. Neuf des dix premiers pays d'enregistrement des profits manquants en France sont européens.

Prix des inputs et allocation du travail entre établissements au sein des entreprises

Ariell Reshef, Gianluca Santoni

Nous étudions si le processus de mondialisation permet d'expliquer le déclin de la part du travail dans la valeur ajoutée observé au niveau mondial. Nous constatons que l'accélération de la baisse de la part du travail en 2001-2007 est associée à une intensité accrue des exportations de biens intermédiaires, relativement plus intensives en capital. Au final, près de 20 % de la baisse de la part du travail dans la VA peut être imputable à la mondialisation.

RÉFÉRENCE(S)

"The Exorbitant Privilege of High Tax Countries",
V. Vicard,
CEPII Working Paper,
n° 2019-06, mars.

"L'évitement fiscal des multinationales en France : combien et où ?",
V. Vicard,
La Lettre du CEPII,
n° 400, juin 2019.

"Les enjeux de la taxation des entreprises multinationales",
V. Vicard,
AOC,
3 octobre 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Are Your Labor Shares Set in Beijing? The View through the Lens of Global Value Chains",
A. Reshef, G. Santoni,
CEPII Working Paper,
n° 2019-16, décembre.

L'intégration de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) explique en grande partie cela.

Une autre dimension du processus de mondialisation apparaît importante pour les questions de répartition de la valeur ajoutée : l'activité des multinationales génère des revenus du capital qui bénéficient aux pays d'origine des multinationales, où sont situés leurs sièges sociaux. Nous constatons ainsi que la part du travail est plus élevée dans les pays où l'IDE net est positif lorsque celle-ci est rapportée au revenu national brut (RNB), qui somme les revenus par nationalités, plutôt qu'au PIB, qui somme les revenus issus de la production sur un territoire donné ; la répartition inégale de l'activité des multinationales contribue à accroître les inégalités par les revenus transfrontaliers qu'elle génère. Cette étude montre par ailleurs que la part de la main-d'œuvre qualifiée dans le PIB a augmenté régulièrement, ce qui signifie que la baisse de la part du travail dans la valeur ajoutée a surtout été supportée par les travailleurs les moins qualifiés.

RÉFÉRENCE(S)

"Brands in Motion: How frictions Shape Multinational Production", K. Head, T. Mayer, *American Economic Review*, Vol. 9, n° 109, septembre 2019, p. 3073-3124.

"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety Level", K. Head, T. Mayer, *Journal of the Japanese and International Economies*, n° 52, juin 2019, p. 90-105.

Règles d'origine et localisation de la production automobile après la réforme de l'ALENA

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (Université de Columbia), Marc Melitz (Université de Harvard)

La réforme de l'ALENA prévoit l'augmentation du niveau de contenu local dans les règles d'origine du secteur automobile de 62,5 % à 75 % et une exigence supplémentaire selon laquelle 40 à 45 % de la valeur de chaque voiture doit provenir d'une zone à salaire élevé. Cela soulève la question de la réaction de l'industrie automobile en terme de localisation de sa production. Ce projet s'attache à comprendre si la production totale nationale (ou l'emploi) du secteur automobile augmentera ou diminuera avec des règles d'origine plus strictes. L'idée est que l'emploi total dans le secteur automobile (pièces détachées et assemblage montage de véhicules finis) devrait évoluer en forme de cloche en fonction de la rigueur des règles d'origine, du fait de la minimisation des coûts assujettis aux règles d'origine quand l'entreprise profite des préférences tarifaires et de la minimisation des coûts des fournisseurs mondiaux lorsqu'elle décide de payer les droits de douane. Les données d'assemblage déjà rassemblées pour un projet précédent sur l'industrie automobile ayant donné lieu à plusieurs publications ont été complétées par celles sur la localisation de deux principaux composants essentiels (moteur et transmission), achetées cette année. Le projet devrait être finalisé à l'automne 2020.

MONDIALISATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Salaire minimum, baisse de cotisations sociales et profitabilité des entreprises

Thierry Mayer, Vincent Vicard, en collaboration avec Clémence Berson (Banque de France), Clément Malgouyres (Banque de France)

Ce projet a été réorienté sur l'impact des exonérations de cotisations sociales ciblées sur les bas salaires sur la spécialisation des entreprises. Les politiques d'exonérations de cotisations sociales, ciblées sur les bas salaires et menées sur les deux dernières décennies en France, ont affecté le coût du travail qualifié par rapport au travail non qualifié pour les entreprises. Les études sur les différentes vagues exonérations de cotisations se sont attachées à analyser l'impact de court/moyen terme sur les salaires et l'emploi. À plus long terme, une modification du coût relatif des emplois qualifiés peut cependant avoir un impact sur la spécialisation des entreprises. Ce projet étudie cette question par le prisme de la spécialisation à l'exportation des entreprises françaises, en utilisant les épisodes d'exonération de cotisations sociales Juppé et Fillon pour analyser leur impact sur le portefeuille de produits exportés par les entreprises françaises selon leur degré d'exposition à cette baisse du coût du travail non qualifié.

COMPÉTITIVITÉ

Impact de la composition des dépenses publiques locales sur la compétitivité des entreprises

Gianluca Santoni, en collaboration avec Edoardo Di Porto (Université de Naples), Sonia Paty (Université Lumière Lyon-2)

Dans ce projet, nous étudions la manière dont les entreprises et les travailleurs ont réagi à la décentralisation fiscale qui s'est matérialisée en France au cours des années 1994-2007 par la formation des "Établissements de coopération Intercommunale" (EPCI). Au niveau local, il est démontré que les gouvernements sont plus susceptibles de former une coalition (partage des décisions et des ressources) s'ils présentent des caractéristiques socio-économiques similaires.

La littérature existante n'a pas encore étudié le rôle spécifique des déterminants historiques et géographiques dans la décision de coopérer. Pour établir des liens de causalité entre coopération fiscale et performance économique, un ensemble de données

RÉFÉRENCE(S)

"Baisses de charges : stop ou encore ?",
Y. L'Horty, P. Martin, T. Mayer,
Note du CAE,
janvier 2019.

historiques et géographiques unique (récemment numérisé) sur les municipalités françaises et leur organisation administrative au XVIII^e siècle ont été collectées et seront mobilisées au cours de l'année 2020 afin de quantifier la probabilité de créer ou de rejoindre une union fiscale locale à la période actuelle.

Capital immatériel : mesure et implications pour la compétitivité

Ariell Reshef, Vincent Vicard

Le capital immatériel a pris une importance prépondérante dans l'investissement des entreprises au XXI^e siècle. Celui-ci comprend la valeur des brevets, des marques, du design des produits, du capital humain et organisationnel propres à l'entreprise, de la base de clientèle, etc. Celui-ci peut être acheté ou créé au sein de l'entreprise, la spécificité des dépenses afférentes étant alors qu'elles ne participent pas à la production courante mais visent à augmenter les revenus futurs. Certaines dépenses ou fonctions dans l'entreprise sont alors directement liées à l'investissement immatériel, au-delà des dépenses de R&D souvent étudiées dans la littérature.

L'investissement en capital immatériel vise pour les entreprises à augmenter la rentabilité. Mais cela peut se produire (au moins) de deux manières : par une plus grande productivité ou par un plus grand pouvoir de marché. L'objectif du projet est d'étudier quelle marge est la plus importante. Cette distinction est importante dans la mesure où l'augmentation du pouvoir de marché peut avoir des conséquences négatives par rapport à l'augmentation de la productivité. Le travail économétrique sur ce projet a été retardé par l'accès aux données sur le CASD, qui a été obtenu début 2020.

COMMERCE INTERNATIONAL ET SPÉCIALISATION

Politique environnementale, emploi et commerce

Gianluca Orefice, Farid Toubal

L'objectif de ce projet est d'analyser les effets du système d'échange de quotas d'émission (ETS) de l'Union Européenne sur l'emploi et sa composition. Les entreprises contraintes par le système de quotas peuvent réagir en délocalisant tout ou partie de leur processus productifs à forte intensité en CO₂ dans des pays étrangers. Ces délocalisations peuvent se traduire par une augmentation des importations de biens intermédiaires, en particulier dans les secteurs à forte intensité d'émissions en provenance de pays

non signataires du protocole de Kyoto. Ces entreprises peuvent également innover dans des technologies permettant de réduire l'emprunte carbone de leur production.

Notre approche quantitative utilisant les données appariées employeurs-employés fines permet d'étudier les différents mécanismes d'ajustement de la demande d'emploi à la politique environnementale. La base de données finale a été assemblée et les travaux économétriques sont en cours. Un *Document de travail* est prévu pour 2020.

Zone euro : commerce, déséquilibres et spécialisation

Vincent Vicard, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

Ce projet visait à revisiter les effets de création de commerce suite à la création de la zone euro dans le cadre d'un modèle de gravité, de façon à expliquer les impacts hétérogènes trouvés dans la littérature en distinguant notamment l'impact sur les différents pays selon leurs caractéristiques. L'analyse souligne l'importance de la prise en compte de l'approfondissement du Marché unique pour expliquer les différences de résultats entre étude. Les résultats obtenus montrent par ailleurs des effets hétérogènes de la création de l'euro sur le commerce entre pays membres, asymétriques au sein des paires de pays, et variant dans le temps ; notamment un effet négatif en moyenne sur le commerce entre pays du sud et pays du nord de la zone euro, mais positif dans le sens inverse, effets s'atténuant dans le temps. La publication récente d'autres articles sur la question nécessite de repenser le positionnement d'un document de travail avant une publication.

La seconde partie du projet a été abandonnée, du fait d'incohérences entre sources dans les données d'activité sectorielle au niveau régional pour les pays européens liées au changement de nomenclature sectorielle au cours du temps.

La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne

Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France), Aude Sztulman (Université Paris-Dauphine)

Cette étude vise un double objectif : 1) dresser un panorama du commerce mondial par type d'échanges et dégager les principaux enjeux sectoriels et géographiques dans les échanges intra-

branche ; 2) dans le cadre du Brexit, repérer les pays et secteurs les plus impliqués dans les échanges de commerce croisé de produits avec le Royaume-Uni.

Les échanges intra-branche ont connu un essor considérable à partir du début des années 1980, pour atteindre leur apogée à la veille des années 2000. Avec la fulgurante émergence chinoise, le commerce intra-branche est entré dans une phase de déclin relatif au niveau mondial. Si ce type d'échange a conservé une part prépondérante à l'intérieur des régions, la puissance de la spécialisation chinoise, basée sur des prix bas dans un large éventail de filières, a favorisé le retour en force des échanges traditionnels inter-branches. La tendance s'est inversée récemment. La part des échanges intra-branche a crû de 3,5 points entre 2012 et 2017 au niveau mondial. L'Europe y est pour beaucoup : 41 % de cette hausse proviennent d'échanges intra-branche au sein de l'UE. Ce regain d'échanges de similitudes au sein de l'UE a soutenu l'activité économique en Europe après la Grande récession de 2007-2008. Mais le Brexit risque de réduire ce type de commerce, déjà par le rétablissement de droits de douane, même minimes, entre le Royaume-Uni et les 27.

La publication d'un Panorama du CEPIL est prévue suite à la réactualisation des bases BACI et WTFC du CEPIL au premier trimestre 2020.

Le commerce électronique : mesure dans la balance des paiements et dispositions spécifiques dans les accords commerciaux

Laurence Nayman, Camilo Umana Dajud, Houssein Guimbard

Ce projet propose deux analyses du commerce électronique. La première (mesure dans la balance des paiements) a dû être abandonnée car la proposition sur laquelle nous avons travaillé de nous associer à la Banque de France pour mener une enquête sur les flux de commerce électronique transitant par la balance des transactions courantes et notamment les services, n'a pas pu se réaliser.

La seconde (dispositions spécifiques dans les accords commerciaux) étudie l'impact de l'intégration des provisions des accords commerciaux concernant le commerce électronique sur le commerce entre les pays signataires. Il s'agit donc de quantifier les conséquences de ces chapitres, apparu au début des années 2000. Ce travail a nécessité plusieurs étapes. Tout d'abord, la

construction d'un algorithme détectant n'importe quel mot-clé dans les textes des accords commerciaux (dans un format numérique adéquat) nous a permis d'identifier l'ensemble des textes intégrant des provisions sur le commerce électronique. Nous avons ensuite estimé l'impact spécifique de l'inclusion de telles provisions sur l'effet de création de commerce des accords commerciaux régionaux dans le cadre d'une équation de gravité. Nous disposons d'un ensemble d'estimation (marge intensive et extensive) avec différents périmètres sectoriels/géographiques pour notre variable expliquée (i.e. le commerce : bilatéral, sectoriel, par type de commerce...). L'ensemble de ces estimations indique que l'inclusion de ces provisions dans un accord de commerce n'a pas d'impact sur le commerce entre pays signataires sur le commerce électronique.

Quelle place pour l'Inde dans l'économie mondiale ?

Isabelle Bensedoun, Françoise Lemoine

L'objectif de ce projet était d'établir si le modèle de développement indien axé sur les services était viable sur le long terme. Le modèle de développement emprunté par l'Inde lui a valu jusque-là des performances de croissance plus qu'honorables : 7,2 % par an de 2000 à 2018. Son modèle, porté par la croissance vigoureuse des services, paraît à certains égards en phase avec les évolutions actuelles de l'économie mondiale dans la mesure où l'industrie n'offre plus les mêmes opportunités que par le passé aux pays en développement. Mais il achoppe sur la question de l'emploi.

Depuis les années 2000, la croissance indienne est en effet de plus en plus pauvre en emplois alors même que le pays est dans une phase de forte augmentation de sa population en âge de travailler et que le surplus de main-d'œuvre agricole reste très élevé. Pour éviter que le dividende démographique ne se transforme en "malédiction de la population", l'Inde devra réaliser une croissance de 7,5 %–8 % du PIB sur les 10 prochaines années pour absorber les évolutions démographiques. Compte tenu de la baisse anticipée des emplois dans l'agriculture, cela suppose une forte accélération des créations d'emplois dans les autres secteurs par rapport aux évolutions récentes.

Un passage obligé pour faire en sorte que les inégalités, qui ont connu une sérieuse aggravation depuis les années 1990, se réduisent. Surtout, la "classe moyenne" (les 40 % du milieu) a vu sa part dans le revenu national s'effondrer. Un sérieux problème pour une économie centrée sur le marché intérieur, particulièrement

RÉFÉRENCE(S)

"L'Inde au défi d'ajuster son modèle de développement",
I. Bensedoun, F. Lemoine,
La Lettre du CEPII,
n° 399, mai 2019.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM – CIN (Commerce international).

Base de données CHELEM – BAL (Balance des paiements).

Base de données CHELEM – PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).

"Base de données sur l'économie mondiale",

A. de Saint Vaulry, dans *L'économie mondiale 2020*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Les Profils Pays du CEPII", Équipe Profils du CEPII, *Visualdata*, novembre 2019.

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Équipe Profils du CEPII, *Le Panorama du CEPII*, n° 2019-02, novembre.

sur la consommation des ménages, et qui va devoir, pour sortir de la crise de l'emploi, développer une industrie dans un contexte mondial moins porteur que celui dont ont bénéficié en leur temps les pays d'Asie de l'Est.

BASES DE DONNÉES, PROFILS PAYS ET OUTILS

CHELEM

Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale avec une interface facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. La base CHELEM – Commerce international a été actualisée sur la période 1967-2017 et mise en ligne début 2019. La base CHELEM – Balance des paiements a été mise à jour le 4 juin (données jusqu'en 2017). Les séries de PIB et de populations de la base CHELEM – PIB ont été réactualisées sur la période 1960-2024 à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (WEO) et des sources nationales.

BACI – TUV

Pierre Cotterlaz

Les bases de données BACI, TUV et WTFC ont été mises à jour avec l'ajout des données de 2017. Suite à l'accord de la Division de la Statistique des Nations Unies, la diffusion de BACI n'est plus restreinte aux personnes ayant une licence Comtrade et a été donc mise en libre accès. À cette occasion, la documentation de la base a été actualisée et étoffée. Par ailleurs, le CEPII a conclu un partenariat avec DBnomics, plate-forme d'agrégation et de diffusion de données économiques, afin que BACI soit disponible *via* ce canal, qui dispose d'un outil de recherche et d'extraction et d'une API.

Profils du CEPII

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Houssein Guimbard, Carl Grekou, Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

Les Profils du CEPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPII. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise

et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

En 2019, une version améliorée des Profils Pays a été mise en ligne. Les rubriques ont été restructurées et enrichies autour de 7 pages thématiques : 1) cadrage ; 2) projections (nouveau) ; 3) balance & change (nouveau) ; 4) protection tarifaire ; 5) avantages comparatifs ; 6) types & gammes ; 7) produits & partenaires.

En 2019, la conception du contenu et la préparation des données pour les nouvelles séries Profils Régions et Profil Monde ont été finalisées. Les deux séries seront mises en ligne en 2020 dès la fin du développement spécifique visualdata.

Élasticités Internationales : une nouvelle base de données

Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice

L'élasticité-prix à l'exportation est un paramètre crucial pour dans l'évaluation des conséquences des politiques commerciales à l'aide de modèles de commerce en équilibre général notamment. Dans ce projet, nous avons estimé les élasticités des exportations aux droits de douane, pour chaque pays exportateur et produit SH6, de façon à constituer une base de données à destination de la communauté académique.

En 2019, nous avons consolidé nos résultats (avec de nombreuses analyses de sensibilité et des estimations à des niveaux sectoriels différents, tout en gardant l'information détaillée au niveau des produits) et publié le *Document de travail* correspondant. La base de données a été mise en ligne en accès libre sur le site du CEPII. L'article associé à la base données sera soumis au cours de l'année 2020.

L'estimation de l'équivalent *ad valorem* des barrières commerciales par l'équation de gravité

Thierry Mayer, Gianluca Santoni, Vincent Vicard, en collaboration avec José de Sousa (Université Paris-Saclay)

Ce projet vise à éclairer l'interprétation des impacts quantitatifs des barrières au commerce dans les équations de gravité selon la méthodologie utilisée, par une comparaison systématique des coefficients estimées selon l'estimateur utilisé, en utilisant les droits de douanes pour obtenir une estimation directe de l'élasticité au

RÉFÉRENCE(S)

"Product-Level Trade Elasticities",
L. Fontagné, H. Guimbard,
G. Orefice,
CEPII Working Paper,
n° 2019-17, 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"L'économie turque dans la tourmente",
P. Rötig, D. Ünal,
dans *L'économie mondiale 2020*,
Coll. Repères, La Découverte,
Paris, 2019, chap. VII.

commerce. Ce projet nécessite dans un premier temps de mettre à jour la base de données TradeProd du CEPII, ce qui sera fait en 2020.

PROJET HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

L'économie turque dans la tourmente

Deniz Ünal, en collaboration avec Patrice Rötig (Éditions Bleu Autour)

En août 2018, un tweet de Donald Trump menaçant de surtaxer l'acier et l'aluminium turcs afin de peser sur la libération d'un pasteur évangélique retenu par Ankara entraîne une dépréciation brutale de la livre et révèle les fragilités structurelles de la Turquie, qui est sujette à une forte dépendance financière. Son PIB réel a reculé fin 2018 et début 2019. Et le parti islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir depuis 2002, a enregistré un premier revers électoral sérieux aux municipales du printemps 2019. Ce projet fait le point sur la situation de l'économie turque confrontée à une double crise économique et politique.

La crise économique actuelle est plus profonde que celle de 2001 en raison de la désinstitutionnalisation généralisée de la gouvernance du pays. La récente présidentialisation du système politique se parachève par une extrême concentration du pouvoir. La gestion économique se révèle, pour le moins hétérodoxe et aggravante, avec des pressions fortes sur les entreprises pour qu'elles n'augmentent pas leurs prix, sur les banques publiques pour qu'elles accordent des crédits à perte, sur la Banque centrale pour qu'elle maintienne les taux d'intérêt à un niveau bien trop bas pour contenir l'inflation, sur l'Agence de régulation et de supervision bancaire pour qu'elle dicte aux banques les taux d'intérêt à appliquer. La discipline budgétaire se relâche, la fragilité financière s'aggrave, avec un endettement privé extérieur croissant, une livre turque qui se déprécie et un risque élevé de fuites brutales de capitaux. Le tout dans un contexte géopolitique marqué par de vives tensions régionales et internationales.



Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII



Rédacteurs en chef :
Mario Larch et Valérie Mignon
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

N° 157 - 1^{er} trimestre 2019

- "Exchange Rate Predictability in Emerging Markets", Elisa Baku.
- "Volatility Estimation for Bitcoin: Replication and Robustness", Amélie Charles, Olivier Darné.
- "Cross-Border Interbank Contagion in the European Banking Sector", Silvia Gabrieli, Dilyara Salakhova.
- "Iterative Solutions for Structural Gravity Models in Panels", Aurélien Poissonnier.
- "From Nominal Devaluations to Real Depreciations", Carl Grekou.
- "Multiple Time-Scales Analysis of Global Stock Markets Spillovers Effects in African Stock Markets", Grakolet Arnold Z.Gourène, Pierre Mendy, Gilbert Marie N'gbo Ake.
- "Is a More Financially Open World Riskier?", Mikhail Stolbov.
- "Conditional Quantiles and Tail Dependence in the Volatilities of Gold and Silver", Elie Bouri, Naji Jalkh.
- "Do Economic Openness and Institutional Quality Influence Patents? Evidence from GMM Systems Estimates", Nguyen Phuc Canh, Christophe Schinckus, Su DinhThanh.
- "The Chain Version of Heckscher-Ohlin Theory Correctly Predicts U.S. Trade Flows!", Nevin Cavusoglu.
- "The Accuracy of Asymmetric GARCH Model Estimation", Amélie Charles, Olivier Darné.
- "Foreign Direct Investment and Wage Dispersion: Evidence from French Employer-Employee Data", Catherine Laffineur, Alexandre Gazaniol.

N° 158 - 2^e trimestre 2019

"Understanding the Non-Gaussian Distribution of Revealed Comparative Advantage Index and its Alternatives", Bin Liu, Jianbo Gao.

"Are "Twin Deficits" Asymmetric? Evidence on Government Budget and Current Account Balances, 1870–2013", Georgios Karras.

"Testing the Globalization-Driven Carbon Emissions Hypothesis: International Evidence", Muhammad Shahbaz, Mantu Kumar Mahalik, Syed Jawad Hussain Shahzad, Shawkat Hammoudeh.

"Does International Reserve Accumulation Crowd out Domestic Private Investment?", Wishnu Mahraddika.

"Can West African Countries Catch Up with Nigeria? Evidence from Smooth Nonlinearity Method in Fractional Unit Root Framework", OlaOluwa S.Yaya, Pui Kiew Ling, Fumitaka Furuoka, Chinyere Mary Rose Ezeoke, Ray Ikechukwu Jacob.

"An Examination of Trade-Weighted Real Exchange Rates Based on Fractional Integration", Luis Alberiko Gil-Alana, Tommaso Trani.

"Vine Copula-Based Dependence and Portfolio Value-at-Risk Analysis of the Cryptocurrency Market", Gideon Boako, Aviral Kumar Tiwari, David Roubaud.

"The Importance of the Financial System for the Current Account in Sweden: A Sectoral Approach", Erik Spånberg, Hovick Shahnazarian.

N° 159 - 3^e trimestre 2019

"Banking Competition, Financial Dependence and Productivity Growth in Europe", Aurélien Leroy.

"Does Inequality Really Matter in Forecasting Real Housing Returns of the United Kingdom?", Hossein Hassani, Mohammad Reza Yeganegi, Rangan Gupta.

"Frankel and Romer Revisited", Hildegunn Kyvik Nordås.

"Who Is Hurt by Dollar-Euro Volatility in the Euro Zone?", Mohsen Bahmani-Oskooee, Hanafiah Harvey.

"Unemployment Effect of WTO Ascension: Evidence from a Natural Experiment", Chinedu Increase Onwachukwu, Ekene Francis Okagbue.

"The Technical Decomposition of Carbon Emissions and the Concerns about FDI and Trade Openness Effects in the United

States", Muhammad Shahbaz, Giray Gozgor, Philip Kofi Adom, Shawkat Hammoudeh.

"Intelligent Forecasting of Economic Growth for Developing Economies", Chuku Chuku, Anthony Simpasa, Jacob Oduor.

"Bank Consolidation and Financial Stability in Indonesia", Inka Yusgiantoro, Wahyoe Soedarmono, Amine Tarazi.

"Product Relatedness in the Extensive Margin of Bilateral Trade", Paras Kharel.

"China's 'New Normal': Will China's Growth Slowdown Derail the BRICS Stock Markets?", Refk Selmi, Jamal Bouoiyour, Amal Miftah.

"Testing the Fisher Hypothesis in the G-7 Countries Using I(d) Techniques", Guglielmo Maria Caporale, Luis Gil-Alaña.

"How Much Will the Belt and Road Initiative Reduce Trade Costs?", François de Soyres, Alen Mulabdic, Siobhan Murray, Nadia Rocha, Michele Ruta.

N° 160 - 4^e trimestre 2019

"Editorial, International Economics", Sébastien Jean, Mario Larch, Valérie Mignon.

"The Nonlinear Relationship Between Economic Growth and Financial Development: Evidence from Developing, Emerging and Advanced Economies", Jaroslava Botev, Balázs Égert, Fredj Jawadi.

"Political Uncertainty and Financial Market Reactions: A New Test", Huiqiang Wang, Annie L. Boatwright.

"Who's Winning the Low-Carbon Innovation Race? An Assessment of Countries' Leadership in Renewable Energy Technologies", Clément Bonnet, Emmanuel Hache, Gondia Sokhna Seck, Marine Simoën, Samuel Carcanague.

"The Impact of Public Capital Stock on Energy Consumption: Empirical Evidence from Latin America and the Caribbean Region", Matheus Koengkan, Renato Santiago, José Alberto Fuinhas.

"Who Leads the Inflation Cycle in Europe? Inflation Cycle and Spillover Influence Among Eurozone and Non-Eurozone Economies", Sang Hoon Kang, Jose Arreola Hernandez, Seong-Min Yoon.

"The Impact of Biofuels on Food Security", Yogeeswari Subramaniam, Tajul Ariffin Masron, Nik Hadiyan Nik Azman.

"A Practical Routine to Harmonize Product Classifications Over Time, Nicole Bellert, Dario Fauceglia.



Rédacteurs en chef :
 J. Couppey-Soubeyran & T. Renault
 Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

LA LETTRE DU CEPII

11 numéros par an (10 en 2019). Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII.

- | | |
|---------------------------|--|
| n° 395, janvier | "L'étonnante atonie des exportations françaises", Charlotte Emlinger, Sébastien Jean, Vincent Vicard |
| n° 396, février | "La baisse de la part salariale : reflet de la montée en puissance des investisseurs institutionnels ?", Antoine Vatan |
| n° 397, mars | "L'évitement fiscal des multinationales : le rôle clé des plateformes de vente installées dans les paradis fiscaux", Sébastien Laffitte, Farid Toubal |
| n° 398, avril | "L'arroseur arrosé : guerre commerciale et chaînes de valeur mondiales", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné |
| n° 399, mai | "L'Inde au défi d'ajuster son modèle de développement", Isabelle Bensidoun, Françoise Lemoine |
| n° 400, juin | "L'évitement fiscal des multinationales en France : combien et où ?", Vincent Vicard |
| n° 401, juillet-août | "La création d'entreprises dix ans après la Grande récession : une perspective macroéconomique", Marlène Isoré, Fabien Tripier |
| n° 402, septembre | "Booms immobiliers, réallocations sectorielles et ralentissement des gains de productivité en Europe", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier |
| n° 403, octobre | "Les cycles financiers convergent-ils en zone euro ? En phase oui, en amplitude non", Maximilien Coussin, Anne-Laure Delatte |
| n° 404, novembre-décembre | "De la devise clé au multilatéralisme : quel rôle pour la Chine dans le Système Monétaire International ?", Michel Aglietta, Camille Macaire. |

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 7 867 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp

Focus

"By how much tariff duties decided by Trump will increase costs and prices in the US economy", par Sébastien Jean et Gianluca Santoni

Les Profils Pays du CEPII montent en gamme, par l'équipe Profils du CEPII

Edito

"The Exorbitant Privilege of High Tax Countries", Vincent Vicard

"Un monde moins inégalitaire, mais des pays plus inégaux ?", Isabelle Bensedoun & Grégoire Elkouby

Bases de données

"BACI en accès libre", par Pierre Cotterlaz

Opinion

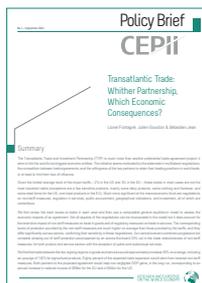
"On a un problème de coordination au niveau européen", Anne-Laure Delatte

"Commerce, l'Europe doit se donner les moyens de créer un rapport de force", Sébastien Jean

Faits et chiffres

"Pour sauver le climat, couler l'économie", Cecilia Bellora

"La création d'entreprises a été fortement affectée par la Grande récession à partir de 2008-2009", Marlène Isoré et Fabien Tripier



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale (en anglais).

n° 24, février

"L'étonnante atonie des exportations françaises : retour sur la compétitivité et ses déterminants", C. Emlinger, S. Jean, V. Vicard.

n° 25, mars

"The Design of a Sovereign Debt Restructuring Mechanism for the Euro Area: Choices and Trade-Offs", C. Destais, F. Eidam, F. Heinemann.

n° 26, mai

"The Dollar and the Transition to Sustainable Development: From Key Currency to Multilateralism", M. Aglietta, V. Coudert.

n° 27, mai

"Sectoral Reallocations, Real Estate Shocks and Productivity Divergence in Europe: A Tale of Three Countries", T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier.

n° 28, juin

"Setting the Stage for RMB Internationalization – Liberalizing the Capital Account and Strengthening the Domestic Bond Market", M. Aglietta, C. Macaire.

LE PANORAMA DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

"Un monde moins inégalitaire, mais des pays plus inégaux ?",
Isabelle Bensedoun, Grégoire Elkouby.

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures",
Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Carl Grekou, Houssein Guimbard,
Laurence Nayman, Alix de Saint Vulry, Deniz Ünal.



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/
panorama_analytique.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp)

n° 2019-01, février

n° 2019-02, novembre



Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran

Collection Repères,
Éditions La Découverte

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2020

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

Introduction

Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

I. Vue d'ensemble : un ralentissement sous haute tension

Sébastien Jean

II. Le commerce international en crise systémique

Sébastien Jean

III. Évaluation des accords commerciaux : petit guide à l'usage de ceux qui veulent comprendre

Cecilia Bellora, Jean Fouré

IV. L'urgence climatique

Dominique Bureau

V. Persistance des fragilités financières

Michel Aglietta

VI. Après dix ans de politique monétaire non conventionnelle, un retour à la normale est-il possible ?

Jézabel Couppey-Soubeyran, Fabien Tripier

VII. L'économie turque dans la tourmente

Patrice Rötig, Deniz Ünal

Base de données sur l'économie mondiale

Alix de Saint Vaulry

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

"Are Global Value Chains Receding? The Jury Is Still Out. Key Findings from the Analysis of Deflated World Trade in Parts and Components", Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal.	n° 2019-01, janvier
"A Fistful of Dollars? Foreign Sales Platforms and Profit Shifting in Tax Havens", Sébastien Laffitte, Farid Toubal.	n° 2019-02, janvier
"International Business Cycles: Information Matters", Eleni Iliopoulos, Erica Perego, Thepthida Sopraseuth.	n° 2019-03, février
"Activism and Trade", Pamina Koenig, Sandra Poncet.	n° 2019-04, mars
"Heterogeneity within the Euro Area: New Insights into an Old Story", Virginie Coudert, Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon.	n° 2019-05, mars
"The Exorbitant Privilege of High Tax Countries", Vincent Vicard.	n° 2019-06, mars
"The Transmission Channels of Unconventional Monetary Policy: Evidence from a Change in Collateral Requirements in France", Anne-Laure Delatte, Pranav Garg, Jean Imbs.	n° 2019-07, mai
"Exchange Rate Pass-through to Import prices: Accounting for Changes in the Eurozone Trade Structure", Antonia Lopez-Villavicencio, Valérie Mignon.	n° 2019-08, juin
"Sectoral Reallocations, Real Estate Shocks, and Productivity Divergence in Europe", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier.	n° 2019-09, septembre
"The Primary Cause of European Inflation in 1500-1700: Precious Metals or Population? The English Evidence", Anthony Edo, Jacques Melitz.	n° 2019-10, octobre
"Measuring the Balassa-Samuelson Effect: A guidance Note on the RPROD Database", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Morvillier.	n° 2019-11, octobre

n° 2019-12, octobre	"Migration and Post-Conflict Reconstruction: The Effect of Returning Refugees on Export Performance in the Former Yugoslavia", Dany Bahar, Andreas Hauptmann, Cem Özgüzel, Hillel Rapoport.
n° 2019-13, octobre	"Migrant Inventors and the Technological Advantage of Nations", Dany Bahar, Prithwiraj Choudhury, Hillel Rapoport.
n° 2019-14, octobre	"TBTs, Firm Organization and Labour Structure", Giorgio Barba Navaretti, Lionel Fontagné, Gianluca Orefice, Giovanni Pica, Anna Cecilia Rosso.
n° 2019-15, novembre	"Immigration and Preferences for Redistribution in Europe", Alberto Alesina, Elie Murard, Hillel Rapoport.
n° 2019-16, décembre	"Are Your Labor Shares Set in Beijing? The View through the Lens of Global Value Chains", Ariell Reshef, Gianluca Santoni.
n° 2019-17, décembre	"Product-Level Trade Elasticities", Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice.
n° 2019-18, décembre	"Shooting Oneself in the Foot? Trade War and Global Value Chains", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné.
n° 2019-19, décembre	"EQCHANGE Annual Assessment 2019", Carl Grekou.



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/reports.asp

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

Études réalisées le plus souvent dans le cadre de contrats et mis à disposition du public après levée d'embargo.

n° 2019-01, juin	"Évaluation macro-économique des impacts de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne", Cecilia Bellora, Jean Fouré, Lionel Fontagné <i>Rapport destiné à être annexé au projet de loi français de ratification de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG/CETA)</i>
------------------	---

LE BLOG DU CEPII



Disponibles sur
<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

"Les 'nouvelles routes de la soie' : essai d'évaluation (1/4) Une vision chinoise de la mondialisation", Billet du 7 janvier, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Sovereign risk and asset market dynamics in the euro area", dans la série Européennes, Billet du 14 janvier, par E. Perego.

"Brexit avec ou sans accord : quelle différence ?", dans la série Brexit, Billet du 21 janvier, par V. Vicard.

"Les 'nouvelles routes de la soie' : essai d'évaluation (2/4) La Ceinture, les Corridors et les Routes", Billet du 28 janvier, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"L'accord commercial UE-Japon, géant inaperçu", Billet du 4 février, par S. Jean.

"Conversation avec Ariell Reshef : la politique des gouverneurs de banque centrale est-elle liée à leur parcours personnel ?", Billet du 8 février, par A. Reshef.

"Les 'nouvelles routes de la soie' : essai d'évaluation (3/4) La Chine acteur global de la mondialisation", Billet du 11 février, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Négociations transatlantiques : la guerre des mandats", Billet du 12 février, par J.-F. Boittin.

"Conférence CEPII-OCDE sur les migrations internationales : un premier bilan prometteur", Billet du 18 février, par A. Edo.

"Les 'nouvelles routes de la soie' : essai d'évaluation (4/4) Des obstacles sur la route", Billet du 25 février, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Guerre commerciale : Trump au pied du mur", Billet du 4 mars, par S. Jean.

"Pourquoi l'UE a été dégradée dans la hiérarchie diplomatique de Washington", dans la série Européennes, Billet du 11 mars, par J.-F. Boittin.

"Chine-États-Unis : Le terme de 'guerre' est désormais justifié", Billet du 18 mars, par L. Fontagné.

"The 'new silk roads': an evaluation essay (1/4) : A Chinese vision of globalization", Billet du 18 mars, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"L'onde de choc du Brexit sur la maison Europe et la France", dans la série Brexit, Billet du 20 mars, par D. Ünal.

"L'immigration représente-t-elle une menace pour les salaires et l'emploi ?", Billet du 22 mars, par A. Edo.

"Quel avenir pour la PAC après le Brexit ?", dans la série Européennes, Billet du 25 mars, par L. Fontagné.

"L'Europe face aux guerres commerciales", dans la série Européennes, Billet du 29 mars, par S. Jean.

"The 'new silk roads': an evaluation essay (2/4) : The Belt, Corridors and roads", Billet du 1^{er} avril, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Le Brexit peut mener à une situation chaotique", dans la série Européennes, Billet du 15 avril, par S. Jean.

"Addressing macroeconomic imbalances within the euro area: still a long road ahead", dans la série Européennes, Billet du 15 avril, par V. Coudert, C. Couharde, C. Grekou, V. Mignon.

"L'Europe doit-elle relancer les négociations commerciales avec les États-Unis ?", dans la série Européennes, Billet du 18 avril, par S. Jean.

"Commerce, l'Europe doit se donner les moyens de créer un rapport de force", dans la série Européennes, Billet du 23 avril, par S. Jean.

"Trade wars and global value chains: Shooting oneself in the foot", dans la série Protectionnisme, Billet du 23 avril, par C. Bellora, L. Fontagné.

"The 'new silk roads': an evaluation essay (3/4) : China as a global player in globalization", Billet du 29 avril, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"The 'new silk roads': an evaluation essay (4/4) : Obstacles on the road", Billet du 13 mai, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Le fort impact sur la Turquie des sanctions internationales contre l'Iran", Billet du 15 mai, par D. Ünal.

"Guerre commerciale : Trump menace la Chine et relance le suspense", dans la série Protectionnisme, Billet du 17 mai, par J.-F. Boittin.

"Le point de vue de l'expert : « Attention à la faible inflation »", Billet du 20 mai, par V. Mignon.

"Immobilier : jusqu'ici, tout va bien, jusqu'ici, tout va bien...", Billet du 27 mai, par T. Grjebine.

"Les Européens sont-ils préoccupés par l'immigration ?", dans la série Européennes, Billet du 4 juin, par I. Bensidoun, A. Edo.

"Le conflit Chine-États-Unis va-t-il conduire à une forme de démondialisation ?", Billet du 7 juin, par S. Jean.

"L'évitement fiscal des multinationales en France : combien et où ?", Billet du 14 juin, par V. Vicard.

"L'Europe aussi sait faire émerger des géants industriels", Billet du 18 juin, par T. Philippon, S. Jean, A. Perrot.

"Combien l'incertitude créée par le Brexit a coûté à l'économie britannique ?", dans la série Brexit, Billet du 1^{er} juillet, par F. Tripier.

"EU competition policy should not be sacrificed but trade policy should be strengthened", Billet du 2 juillet, par S. Jean, A. Perrot, T. Philippon.

"La blockchain, nouvel intermédiaire de confiance ?", Billet du 8 juillet, par V. Mignon.

"Comment l'or est devenu monnaie d'échange entre la Turquie et l'Iran", Billet du 8 juillet, par D. Ünal.

"La France de plus en plus proche du « privilège exorbitant »", Billet du 15 juillet, par V. Vicard.

"Entre la France et les États-Unis, règlement de comptes à Gafa Corral ?", Billet du 22 juillet, par J.-F. Boittin.

"L'accord UE-Mercosur mérite mieux que des caricatures", Billet du 23 juillet, par S. Jean.

"L'économie mondiale 2020 : ralentissement sous haute tension", Billet du 20 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"L'Europe dans la guerre commerciale sino-américaine", dans la série Protectionnisme, Billet du 30 septembre, par C. Bellora.

"Comment faire pression sur Recep Tayyip Erdogan : des sanctions économiques seraient risquées", Billet du 25 octobre, par D. Ünal.

"Les enjeux de la taxation des entreprises multinationales", Billet du 28 octobre, par V. Vicard.

"Conflit Airbus-Boeing", Billet du 1^{er} novembre, par C. Bellora.

"Comment répondre aux nouveaux défis de la politique commerciale européenne ?", dans la série Protectionnisme, Billet du 4 novembre, par S. Jean.

"L'économie mondiale 2020' – 3 questions à Sébastien Jean", Billet du 8 novembre, par S. Jean.

"Il ne faut pas confondre taille et performance", Billet du 15 novembre, par S. Jean.

"Réformer ou détruire le capitalisme ?", Billet du 18 novembre, par M. Aglietta.

"Les Profils Pays du CEPII montent en gamme", dans la série Profils, Billet du 20 novembre, par l'Équipe Profils du CEPII.

"La bonne nouvelle des sanctions commerciales américaines", Billet du 22 novembre, par T. Mayer.

"Les booms immobiliers à l'origine de la divergence de la productivité en Europe", Billet du 2 décembre, par J. Héricourt, T. Grjebine, F. Tripier.

"Assessing the cost of uncertainty created by Brexit", dans la série Brexit, Billet du 3 décembre, par F. Tripier.

"Les moteurs de la croissance africaine : la démographie est-elle un handicap ?", Billet du 5 décembre, par G. Dufrénot.

"Lutter contre la pauvreté : que nous apportent les expériences de terrain ?", Billet du 10 décembre, par G. Dufrénot.

"Vietnam : le dernier dragon (1) - L'ouverture internationale guide de la politique économique du Vietnam", Billet du 16 décembre, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Vietnam : le dernier dragon (2) - La résilience face aux tensions internationales", Billet du 19 décembre, par M. Fouquin, J.-R. Chaponnière.

"Royaume-Uni : 'Il y aura un impact du Brexit sur l'économie britannique'", dans la série Brexit, Billet du 20 décembre, par V. Vicard.

"Les immigrants nous rendent-ils (les Européens) moins favorables à la redistribution ?", Billet du 30 décembre, par H. Rapoport.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

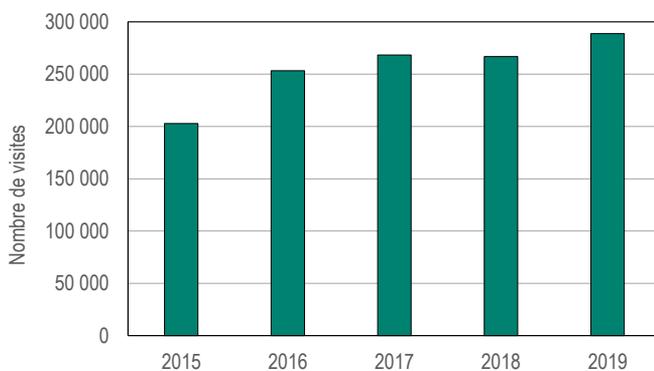
L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 634 documents de travail depuis 1994 et 549 lettres (dont 149 en anglais) depuis 1979, les résumés de 160 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 19 *Documents de travail*, 5 *Policy briefs*, 10 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 2 *Panorama du CEPII*, 42 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 129 articles ou interviews dans les médias, 28 articles dans les revues scientifiques.

Fréquentation

Selon les deux outils de mesure d'audience globale les plus pertinents utilisés, Xiti et Google, les chiffres de fréquentation globale varient sensiblement. Sur l'année 2019 (par rapport à 2018), respectivement 895 873 (+ 5,5 %) et 2 101 799 (+ 4,65 %) pages vues ; 292 527 (+ 6,3 %) et 288 655 (8,17 %) visites. À cela s'ajoute les statistiques de REPEC, plateforme qui s'adresse spécifiquement à la communauté internationale des économistes.

Visites sur le site du CEPII : évolution 2015-2019



Source : Google Analytics.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Il est également proposé une inscription à des alertes par email. Le nombre total d'inscrits était de 7 635 fin 2019, avec 695 nouveaux inscrits en 2019. Un même inscrit sera souvent abonné à plusieurs supports d'information.

On enregistre, en 2019, 6 631 nouvelles inscriptions pour la consultation et le téléchargement des bases de données du CEPII, portant le nombre total d'inscriptions fin 2019 à 41 219.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques.

Détail des téléchargements 2015- 2019

	2019	2018	2017	2016	2015
Publications académiques	28 611	24 749	15 043	15 338	14 173
Documents de travail	28 345	24 543	13 980	15 068	13 847
International Economics	266	206	1 063	270	326
Analyses	51 943	39 706	27 029	27 146	22 389
La Lettre du CEPII	25 573	20 823	12 353	14 856	14 298
L'économie mondiale	14 722	9 685	6 362	5 655	4 362
Panoramas	3 337	3 102	2 465	2 872	2 323
Policy Briefs	3 711	1 823	1 278	1 422	1 406
Blog	4 480	3 496	3 194	2 341	0
L'Économie Internationale en campagne	120	777	1 377	0	0
Bases de données	44 353	35 576	56 065	41 911	21 838

Source : Xiti.

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'American Economic Association. Le CEPII y est placé au 12^e rang mondial des Think tanks, et 1^{er} français. Dans le classement GGTTTI qui considère plus de 6500 institutions, le CEPII apparaît au 46^e rang mondial dans leur classement « Top International Economics Policy Think Tanks ».

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

BELLORA Cecilia, BOURGEON Jean-Marc, **"Food trade, Biodiversity Effects and Price Volatility"**, *International Economic Review*, avril.

BELLORA Cecilia, BLANC Élodie, BOURGEON Jean-Marc, STROBL Eric, "Estimating the Impact of Crop Diversity on Agricultural Productivity in South Africa", *in* *Understanding Productivity Growth in Agriculture* (ed. W. Schlenker), University of Chicago Press, p. 185-215, novembre.

BERMAN Nicolas, REBEYROL Vincent, VICARD Vincent, **"Demand Learning and Firm Dynamics: Evidence from Exporters"**, *Review of Economics and Statistics*, vol. 1(101), p. 91-106.

BOMBARDINI Matilde, OREFICE Gianluca, TITO Maria, **"Does Exporting Improve Matching? Evidence from French Employer-Employees data"**, *Journal of International Economics*, n° 117, p. 229-241, mars.

BRAND Thomas, ISORÉ Marlène, TRIPIER FABIEN, **"Uncertainty Shocks and Firm Creation: Search and Monitoring in the Credit Market"**, *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 99, p. 1-53.

DARUICH Diego, EASTERLY William, RESHEF Ariell, **"The Surprising Instability of Export Specializations"**, *Journal of Development Economics*, n° 137, p. 36-65, mars.

DAUDIN Guillaume, FRANCK Raphael, RAPOPORT Hillel, **"Can Internal Migration Foster the Convergence in Regional Fertility Rates? Evidence from 19th Century France"**, *Economic Journal*, vol. 620(129), p. 1618-1692.

DESTAIS Christophe, JONES Erik, SCHOUT Adriaan, SCHWARZER Daniela, ERIKSSON Jonas, "The Future of the Economic and Monetary Union Reform Perspectives in France, Germany, Italy and the Netherlands", *SIEPS 2018:1op*, n° 2018:1op, Swedish Institute for European Policy Studies.

DUFRENOT Gilles, ONORATO PARET Anne-Charlotte, **"Power-Law Distribution in the External Debt-to-Fiscal Revenue Ratios: Empirical Evidence and a Theoretical Model"**, *Journal of Macroeconomics*, vol. 60, Elsevier, p. 341-359, juin.

¹ Les auteurs CEPII sont en vert.

EDO Anthony, GIESING Yvonne, ÖZTUNC Jonathan, POUTVAARA Panu, **"Immigration and Electoral Support for the Far-Left and the Far-Right"**, European Economic Review, vol. 115, p. 99-143, juin.

EDO Anthony, **"The Impact of Immigration on the Labor Market"**, Journal of Economic Surveys, vol. 3(33), p. 922-948, juillet.

EDO Anthony, RAPOPORT Hillel, **"Minimum Wages and the Labor Market Effects of Immigration"**, Labour Economics, n° 61, décembre.

EDO Anthony, **"The Impact of Immigration on Wage Dynamics: Evidence from the Algerian Independence War"**, Journal of the European Economic Association, décembre.

FARVAQUE Étienne, HÉRICOURT Jérôme, JOANIS Marcelin, **"Déterminants politiques des transferts de l'État vers les communes : le cas de la DGF "**, Revue Économique, vol. 70(1), p. 53-66.

FONTAGNÉ Lionel, **SANTONI Gianluca**, **"Agglomeration Economies and Firm Level Labor Misallocation"**, Journal of Economic Geography, vol. 19(1), p. 251–272, janvier.

GAULIER Guillaume, SZTULMAN Aude, ÜNAL Deniz, "Are global value chains receding? The jury is still out. Key findings from the analysis of deflated world trade in parts and components", Document de travail - DIAL, n° DT/2019-03, p. 39, février.

GAULIER Guillaume, SZTULMAN Aude, ÜNAL Deniz, "Are global value chains receding? The jury is still out. Key findings from the analysis of deflated world trade in parts and components", Document de travail - Banque de France, n° 715, mars.

GAULIER Guillaume, SZTULMAN Aude, ÜNAL Deniz, "La croissance des chaînes de valeur mondiales n'est pas enrayée", Bloc-notes Eco de la Banque de France, mai.

GAULIER Guillaume, SZTULMAN Aude, ÜNAL Deniz, "Growth in global value chains has not come to a halt", Bloc-notes Eco de la Banque de France, mai.

GREKOU Carl, **"From Nominal Devaluations to Real Depreciations"**, International Economics, n° 157, p. 68-81, mai.

GUIMBARD Houssein, KAWASAKI Kenichi , NARAYANAN G. Badri, KUNO Arata, **"Analysis of the Role of Tariff Concessions in East Asia"**,

Margin: The Journal of Applied Economic Research, vol. 13(2), p. 141-167, mai.

HEAD Keith, MAYER Thierry, **"Brands in Motion: How frictions shape multinational production"**, American Economic Review, vol. 9(109), p. 3073-3124, septembre.

JEAN Sébastien, **"Désaccords commerciaux internationaux : au-delà de Trump"**, Politique étrangère, n° 1, Armand Colin, p. 57-69, mars.

JEAN Sébastien, GUIMBARD Houssein, BUREAU Jean-Christophe, **"Competing Liberalizations: Tariffs and Trade in the Twenty-First Century"**, Review of World Economics, vol. 155(2), p. 1-47, avril.

JEAN Sébastien, GUIMBARD Houssein, BUREAU Jean-Christophe, **"Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it Done the Business?"**, Journal of Agricultural Economics, vol. 70(1), p. 3-25, mai.

LOCHMANN Alexia, RAPOPORT Hillel, SPECIALE Biagio, **"The Effect of Language Training on Immigrants' Integration: Empirical Evidence from France"**, European Economic Review, n° 113, p. 265-293,.

MAURY Tristan-Pierre, TRIPIER Fabien, **"The Quality Effect of Intrafirm Bargaining with Endogenous Worker Flows"**, International Journal of Economic Theory, vol. 15, p. 183-207.

MAYER Thierry, HEAD Keith, **"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety Level"**, Journal of the Japanese and International Economies, n° 52, p. 90-105, juin.

MELITZ Jacques, TOUBAL Farid, **"Somatic Distance, Trust and Trade"**, Review of International Economics, vol. 27(3), p. 786-802.

MIGNON Valérie, "La blockchain : quels enjeux, défis et conséquences ?", Magazine des Professions Financières et de l'Économie, n° 18, p. 14-15, novembre.

MISHRA Prachi, RESHEF Ariell, **"How Do Central Bank Governors Matter? Regulation and the Financial Sector"**, Journal of Money, Credit and Banking, vol. 2-3(51), p. 370-402, mars.

OREFICE Gianluca, SLY Nicholas, TOUBAL Farid, **"Cross-Border M&A Activity and Wage Dynamics"**, ILR Review, mars.

OREFICE Gianluca, BEVERELLI Cosimo, **"Migration Deflection: The role of Preferential Trade Agreements"**, Regional Science and Urban Economics, n° 79, novembre.

RAMOS Priscila Maria, CHISARI OSVALDO Omar, LEÓN Sonia, **"Crimen y configuración urbana: una evaluación de precios de propiedades y bienestar en equilibrio general para la ciudad de Buenos Aires"**, El Trimestre Económico, vol. 86(342), p. 437-466, avril.

UMANA DAJUD Camilo, **"Do Visas Hinder International Trade in Goods?"**, Journal of Development Economics, n° 40 , p. 106-126, septembre.

VICARD Vincent, Mayer Thierry, ZIGNAGO Soledad, **"The Cost of Non-Europe, Revisited"**, Economic Policy, vol. 34(98), p. 145-199, avril.

VICARD Vincent, "Accords commerciaux régionaux. Un poids croissant dans le commerce mondial", *in* La France est-elle exposée au risque protectionniste ?, Les notes de la fabrique, octobre.

Annexe 4

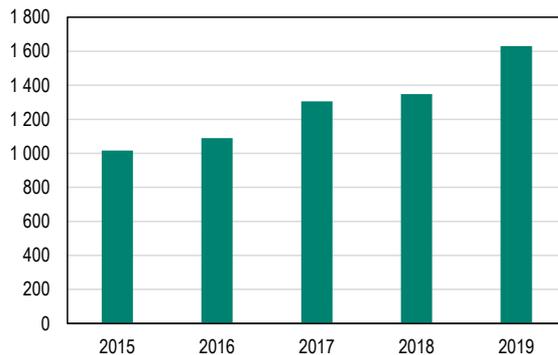


Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2019, les économistes du CEPII ont publié 34 articles de presse et réalisé 110 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 1 630 fois sur le web et dans la presse écrite.

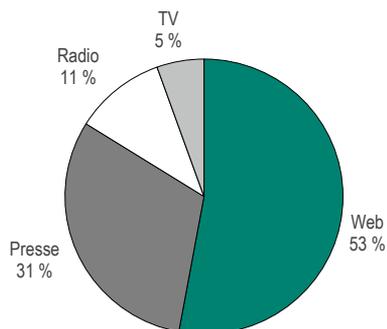
Mentions dans les médias, 2015-2019



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantar Media et Meltwater sur la base des mentions du CEPII ou du nom de ses chercheurs.

Note : le CEPII recense les coupures de presse fournies par Kantar Media pour la presse écrite en français et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet dans le monde. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Répartition par type de support en 2019



Annexe 5



Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

<p>Printemps de l'économie : Travail : un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout ?</p> <p>Le CEPII partenaire du Printemps de l'économie.</p>	<p>18-21 mars Paris</p>
<p>US Trade Policy: Before, During, and After Trump avec Chad P. Bown, Reginald Jones Senior Fellow, Peterson Institute for International Economics.</p>	<p>22 mars Paris</p>
<p>Theories and Methods in Macroeconomics (T2M) - 23rd Conference</p> <p>Organisé par Friedrich-Alexander-Universität (FAU) et Institute for Employment Research (IAB).</p>	<p>22-23 mars Nuremberg</p>
<p>Comprendre et réguler la finance</p> <p>Une rencontre-débat avec Laurence Scialom (Université de Paris-Nanterre) et Jean-Marc Vittori (Les Échos).</p>	<p>9 avril Paris</p>
<p>The economic history of China's Empire and its influence on contemporary China"</p> <p>Par le professeur Richard Von Glahn, UCLA. Avec la participation du CIREM.</p>	<p>4 juin Paris</p>
<p>Sommet T7, groupe d'engagement du G7</p> <p>Le CEPII, partenaire du Sommet.</p>	<p>5 juin Paris</p>
<p>Presentation of the IMF note "Strengthening the Euro Area: The Role of National Structural Reforms in Enhancing Resilience"</p> <p>Romain DUVAL, Advisor to the Chief Economist in the IMF Research Department, Shekhar AIYAR, Head of the Euro Area team, IMF, Davide MALACRINO, Economist, IMF and Anne-Laure DELATTE, Deputy Director, CEPII</p>	<p>18 juin Paris</p>
<p>19th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance</p> <p>Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), en collaboration avec le CEPII, la Banque de France, l'ifo Institute, le CESifo, le Cepremap et PSE. Le CEPII est partenaire du réseau.</p>	<p>27-28 juin Marseille</p>

1^{er}-2 juillet
Paris

Interplay between finance and macroeconomics in a global integration context

CEPII Workshop.

11 septembre
Paris

Ralentissement sous haute tension

Conférence de présentation de l'ouvrage "L'économie mondiale 2020".

11 octobre
Blois

L'économie, un terrain de confrontation international

La table ronde CEPII aux 22^{es} Rendez-vous de l'histoire 2019. Le CEPII est collaborateur scientifique des Rendez-vous.

23-24 octobre
Paris

XVIIth Annual Conference of the ELSNIT - Trade and Investment Promotion

Organisé par le réseau ESLNIT (Euro-Latin Network on Integration and Trade). Le CEPII, partenaire du réseau, était l'hôte de l'édition 2019.

5-6-7 novembre
Lyon

Les JÉCO 2019 : Environnement, numérique, société... la décennie de tous les dangers

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO.

7-8 novembre
Bruxelles

Annual Conference 2019 "Europe's Competitiveness and the Rise of China"

Organisé par EconPol Europe (European Network for Economic and Fiscal Policy Research). Le CEPII est membre du Comité de pilotage.

14 novembre
Paris

De la devise clé au multilatéralisme : quel rôle pour la Chine dans le Système Monétaire International ?

Présentation du Policy Brief "Setting the Stage for RMB Internationalization: Liberalizing the Capital Account and Strengthening the Domestic Bond Market" par les auteurs, M. Aglietta et C. Macaire.

28-29 novembre
Berlin

16th Asia Europe Economic Forum (AEEF) "EU-Asia Trade and Investment Connectivity"

Organisé par Asia-Europe Foundation (ASEF). Le CEPII est partenaire de l'ASEF.

4 décembre
Paris

Présentation du livre "Capitalisme. Le temps des ruptures"

Ouvrage sous la direction de Michel Aglietta paru chez Odile Jacob en novembre 2019

12-13 décembre
Paris

Immigration in OECD Countries - 9th Annual International Conference

Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo Debenedetti, l'Université du Luxembourg et l'IRES (Université Catholique de Louvain).

B - SÉMINAIRES DE RECHERCHE

- "Fundamental Moments", par Laurent Pauwels, Université de Sydney (co-auteur : Jean Imbs). 17 janvier
- "Can Risk be Shared Across Investor Cohorts? Evidence from a Popular Savings Product", par Johan Hombert, HEC (co-auteur : Victor Lyonnet). 31 janvier
- "Trade, Fossil Fuel Supply, and Leakage: The Consequences of Unilateral Withdrawals from the Paris Agreement", par le Dr. Mario Larch, University of Bayreuth (co-auteur : Joschka Wanner). 15 mai
- "Credit Supply and Human Capital: Evidence from Bank Pension Liabilities", par Claire Célérier, Université de Toronto (co-auteurs : Andrada Bilan et Luciana Barbosa). 16 mai
- "Read my lips: Dividend and Language on the US Stock Market", par Vincent Bignon, Banque de France. 27 juin
- "International Sourcing and Employment in Times of Financial Crisis: The Case of France", par Margarita Lopez-Forero, France Stratégie (co-auteurs Jean-Charles Bricongne et Fabrizio Coricelli). 11 juillet
- "Containing chinese state owned enterprises? The impact of deep trade agreements on firms' exports", par Kevin Lefebvre (co-auteurs : Nadia Rocha et Michele Ruta). 10 octobre
- "Globalisation and international tax competition", par Assaf Razin, Universités de Cornell et Tel Aviv. 6 novembre

C - SÉMINAIRES INTERNES

- "Trade under the Paris Agreement: Do Global Value Chains Hinder Climate Change Mitigation? An Evaluation of the CETA Agreement", par Cecilia Bellora et Jean Fouré. 14 février
- "On the Determinants of International Student Mobility: The Case of the UK", par Marco Delogu, université de Louvain (co-auteurs : Michel Beine et Lionel Ragot). 14 mars
- "VIP Pass to Markets: What Custom Certification Tells Us about Red tape costs?", par Charlotte Emlinger et Jean Fouré. 4 avril
- "A New Engel on Welfare and Price Index Estimation", par Thibault Fally, université de Berkeley. 23 mai
- "Facts, Alternative Facts and fact Checking in Times of Post-Truth Politics", par Oscar Barrera Rodriguez, Paris School of Economics (co-auteurs : Sergei Guriev, Emeric Henry et Ekaterina Zhuravskaya). 6 juin

- 4 juillet "Products-Level Trade Elasticity", par Gianluca Orefice, Lionel Fontagné et Houssein Guimbard.
- 3 octobre "Shooting Oneself in the Foot ? Trade War and Value Added", par Cécilia Bellora et Lionel Fontagné.
- 17 octobre "World Interest Rate Shocks and Macroeconomic Adjustment in Commodity Producing Countries: The Role of Storage", par Erica Peregó (co-auteur : Vincent Bodart).
- 14 novembre "The Fata Morgana of Exchange Rate Regimes : Reconciling the LYS and the RR Classifications", par Carl Grekou (co-auteur : Cécile Couharde).
- 28 novembre "Workers, Wages and the European Enlargement", par Bastien Alvarez, ENS Paris Saclay (co-auteurs : Gianluca Orefice et Farid Toubal).

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

L'Afrique en 2019 : mirage ou réservoir de croissance ? avec Benoît Chervelier, Président et co-fondateur de One2five Advisory et maître de conférences à Sciences Po.	22 janvier
La nouvelle géopolitique du pétrole, du gaz et de la transition énergétique avec Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Directeur du Centre énergie, IFRI et Emmanuel Hache, Économiste Prospectiviste, IFP Énergies nouvelles.	31 janvier
Où va le système bancaire chinois ? avec Alicia Garcia Herrero, Chief Economist, Asia Pacific, NATIXIS et Michel Aglietta Conseiller au CEPII et à France Stratégie, Professeur émérite à l'Université Paris X Nanterre.	7 février
Le retour à l'orthodoxie monétaire avec Fabien Tripier, conseiller scientifique au CEPII et William De Vijlder, Directeur de la Recherche Économique Groupe, BNP Paribas.	21 février
Une brève histoire du Brexit avec Kevin O'Rourke, Chichele Professor of Economic History at All Souls College, Oxford; Member of the Royal Irish Academy and a Fellow of the British Academy.	27 mars
Europe: quelles réformes pour quelle Union ? avec Anne-Laure Delatte, directrice adjointe du CEPII, Xavier Ragot, Président de l'OFCE, et Cornelia Woll, professeure à Sciences Po Paris.	11 avril
Productivité des nations et stratégie économique pour les régions avec Joaquim Oliveira Martins, Directeur Adjoint, Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes et Guillaume Basset, Sous-directeur, des mutations économiques, de l'emploi et de l'innovation, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).	18 avril
Fiscalité et climat : de la théorie à la pratique avec Ian Parry, Principal Environmental Fiscal Policy Expert, FMI et Katheline Schubert, Professeur, École d'économie de Paris.	14 mai
Risque politique et fragmentation des chaînes de valeur avec Tania Sollogoub, économiste, Crédit Agricole, Anne-Sophie Alsif, chef de projet à la Fabrique de l'Industrie et Christophe Chabert, Directeur Stratégie, Plan et Développement, Renault.	21 mai

28 mai

Migrations et démographie

avec François Héran, professeur au Collège de France" avec François Héran, Professeur au Collège de France, Chaire "Migrations et sociétés" ; Institut convergences Migrations et Hillel Rapoport, Professeur, École d'économie de Paris (PSE), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Conseiller scientifique, CEPIL.

7 juin

Is Russia drifting away from an oil-rentier economy?

avec Sergei Guriev, Chief Economist, EBRD, Tatiana Lysenko, Director, Senior Economist, S&P Global et Karen Vartapetov, Director, Lead Analyst, S&P Global Ratings

21 juin

The Chinese economy in times of trade wars and strategic rivalry

avec Yu Yongding, Senior Fellow, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences.

26 juin

Faut-il désespérer de l'Argentine ?

avec Jens Arnold, Chef de bureau Argentine / Brésil, Coordinateur Amérique Latine, OCDE et François Faure, Head of Country Risk & Emerging economies, Group Economic Research department, BNP Paribas.

3 juillet

L'Afrique de l'Ouest: perspectives économiques

avec François Sporrer, Chef du Service économique régional pour l'Afrique de l'Ouest, Ambassade de France en Côte d'Ivoire, Direction générale du Trésor et Pascal Périn, Directeur du Département Macro Économie, Affaires réglementaires, Groupe Orange.

17 septembre

Où mènent les guerres commerciales de Trump ?

Petit-déjeuner débat avec Sébastien Jean, Directeur du CEPIL.

24 septembre

Why Europe must untie its Gordian Safe Asset Knot

avec Michala Marcussen, Group Chief Economist and Head of Economic and Sector Research, Société Générale and Anne-Laure Delatte, Deputy Director, CEPIL.

2 octobre

La France est-elle exposée au protectionnisme ?

avec Anne-Sophie Alsif, chef de projet à la Fabrique de l'Industrie, Sébastien Miroudot, économiste senior, OCDE et Vincent Vicard, économiste, CEPIL.

15 octobre

Brexit, le compte à rebours

avec Iain Begg, Professorial Research Fellow at the European Institute, London School of Economics and Political Science et Robert Ophèle, Président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Annexe 6



Participation à des groupes
de travail et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Direction du groupe sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Cecilia Bellora

Implication dans le projet STIMUL (Scenarios Towards Integrating Multi-scale Land-use tools), au sein du LabEx BASC, porté par l'UMR d'Économie publique de l'INRA.

Isabelle Bensidoun

Participation au groupe de travail d'élaboration du questionnaire pour le sondage sur les Français et les mutations du travail, Printemps de l'économie 2019.

Jézabel Couppey-Soubeyran

Membre du Haut conseil certificateur de place, Autorité des marchés financiers.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Matthieu Crozet

Membre junior de l'Institut Universitaire de France.

Anne-Laure Delatte

Présidente de la Commission système financier, Conseil National Information et Statistique.

Membre du Conseil de la Fondation pour la Recherche, Banque de France.

Membre du Conseil Général de la Banque de France.

Chercheur associé au CEPR.

Gilles Dufrénot

Participation au groupe de travail sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Anthony Edo

Collaboration au rapport de France Stratégie sur l'impact de l'immigration sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance.

Charlotte Emlinger

Participation au groupe de travail sur la Politique Agricole Commune, France Stratégie.

Participation au groupe d'experts du ministère de l'Agriculture Actif'Agri sur l'emploi agricole.

Lionel Fontagné

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Membre de la Commission d'évaluation du CETA. Rapport au Premier ministre.

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membres des comités scientifiques : Économie & Prévision ; Annals of Economics and Statistics.

Michel Fouquin

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Secrétaire Général du Centre d'Information et de Réflexion sur l'Économie Mondiale (CIREM).

Houssein Guimbard

Membre du comité scientifique de la Société Française d'Économie Rurale.

Jérôme Héricourt

Membre nommé du comité directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Membre suppléant du Conseil national des Universités (section 05).

Co-responsable de contrat ANR franco-allemand, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

Membre du comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Sébastien Jean

Membre du Conseil d'analyse économique.

Membre du Comité Stratégique de la Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France).

Membre du Conseil National de la Productivité (CNP).

Membre du Conseil de l'OFCE.

Fellow, CESifo Research Network, Munich, Allemagne.

Policy Associate, GEP, University of Nottingham, Royaume-Uni.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche.

Membre du groupe d'experts sur la prospective des métiers et des qualifications (PMQ) de France Stratégie.

Membre du groupe de travail de France Stratégie sur la réforme de la PAC.

Membre du comité d'accès aux données de la Banque de France

Membre du comité éditorial du Journal of Global Economic Analysis.

Member du Steering Committee du Global EPAs Research Consortium (GRIPS, Tokyo, et Brandeis University, MA, United States).

Membre du Comité de programmation de L'économie aux Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Thierry Mayer

Membre du comité éditorial du Journal of International Economics, de Regional Science and Urban Economics et du Journal of Regional Science.

Organisateur du Paris Trade Seminar, séminaire commun PSE-École d'économie de Paris, INRA, Sciences Po et de l'Université Paris 1.

Membre du Conseil d'analyse économique.

Directeur du département d'économie de Sciences Po (et de l'UMR CNRS 8259)

Panel Chair ERC consolidator 2020

Valérie Mignon

Membre de la Commission Recherche de l'Université Paris Nanterre.
Co-rédacteur en chef d'International Economics.

Membre du comité éditorial de : Energy Policy, Finance, Économie et Prévision, Economics Bulletin.

Membre élue au Cercle des Economistes.

Vice-présidente de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE).

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 13 novembre 2019.

Membre du comité scientifique des colloques : "Évaluation des politiques publiques", AFSE et Direction Générale du Trésor, 12 décembre 2019 ; "Vers le haut de gamme made in France", ministère de l'Économie et des Finances, 21-22 novembre 2019 ; "11^e French Econometrics Conference", Marseille, 14-15 novembre 2019 ; "Workshop in Financial Econometrics", Nantes, 21-22 mars 2019.

Membre du jury de sélection des membres de l'Institut Universitaire de France (IUF).

Présidente du jury du prix de thèse de l'AFSE.

Membre du jury du Prix Colbert de la Fondation Colbert - Institut de France.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche et auprès du HCERES.

Membre du comité de recrutement du directeur de la MSH Paris-Saclay.

Membre des comités de sélection 2019 des Universités de Lorraine, d'Orléans, Paris Dauphine et Paris Nanterre.

Cristina Mitaritonna

Membre du groupe d'experts économistes pour le rapport annuel du Centre du développement de l'OCDE et l'Union Africaine.

Gianluca Orefice

Responsable scientifique d'un workpackage d'une ANR, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et le Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

Research Fellow CESifo.

Membre du comité éditorial de International Economics.

Participation au groupe d'expert du ministère de l'Agriculture sur l'emploi agricole.

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance).

Lionel Ragot

Membre élu au comité directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre élu au bureau de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE).

Gianluca Santoni

Membre du comité scientifique de la conférence annuelle ELSNIT (Paris, 23-24 octobre 2019).

Farid Toubal

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Co-éditeur de l'European Economic Review.

Research Fellow au CEPR

Fabien Tripier

Head of the scientific committee of the T2M.

Conference Member of the scientific committee of the ADRES Doctoral Conference.

Membre du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

Vincent Vicard

Participation au Groupe de travail sur le diagnostic de la dégradation du commerce extérieur agricole et agroalimentaire, FranceAgriMer.

Annexe 7



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics, Chinese Academy for Social Sciences (IWEP-CASS), et Korea University.

EconPol Europe

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont :

ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), Centre for Business Taxation (University of Oxford, Great Britain), Department of Economics and Management (Università di Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du Ministère allemand des finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.

Partenariat CEP-II-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEP-II, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEP-II (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l' IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEP-II est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEP-II contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'Économie et des Finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jordan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris 1 (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

JECO

Les journées de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

TTIP-ITN

*Transatlantic Trade and Investment Partnership -
International Training Network*

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP. entre

chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international, et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium :

The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.v., Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, The City University.

Rapport d'activité 2019

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en juillet 2020

